



Dossier de presse établi pour les Débats du CFHA

« Les métiers de l'histoire de l'art face au confinement »

Lundi 7 juin 2021, 18h, par visioconférence

En quelques mois, face à une épidémie sanitaire et des confinements successifs, les différentes branches professionnelles liées à l'histoire de l'art ont dû apprendre à opérer autrement. Elles avaient l'habitude de travailler directement en rapport avec des objets, il a fallu s'initier à développer le virtuel et le visuel à travers un écran.

Cette réorganisation forcée a touché de manière diverse les métiers et les institutions qui ont maintenu une activité malgré les aléas. Elle a aussi amené à développer de nouveaux outils et des nouvelles pratiques de travail ou de collaboration.

Avant de passer au « monde d'après » et de réfléchir sur ce qu'il pourra être, le Comité français d'histoire de l'art (CFHA) voudrait faire le point sur les capacités de résilience d'une communauté professionnelle, dont les secteurs sont variés, mais qui est amené bien souvent à travailler ensemble, comme le montre le chantier sur Notre-Dame de Paris (cf. le débat de l'AG du CFHA, janvier 2020).

Faire de la recherche, étudier, enseigner, conserver et restaurer, mettre en valeur, publier et communiquer, expertiser et proposer à la vente..., autant d'activités bouleversées par la pandémie et le confinement. Ce débat permettra de montrer comment une communauté de métiers a cherché à continuer à exercer ses missions.

Organisateurs : Olivier Bonfait, Judith Kagan, Christine Peltre

Débat animé par Isabelle Chave

avec Damien Delille, Alexandre Giquello, Amélie Méthivier, Maël Tauziède-Espariat et Olivia Voisin

Isabelle CHAVE | Archiviste paléographe et conservatrice en chef du patrimoine, Isabelle Chave a été secrétaire générale de la Société française d'archéologie. Elle contribue à lancer en 2019 la revue en ligne *In Situ. Au regard des sciences sociales*. Elle est aujourd'hui cheffe du bureau de la conservation des monuments historiques mobiliers à la sous-direction des monuments historiques et des sites patrimoniaux (DGPA/Service du Patrimoine du ministère de la Culture).

Damien DELILLE | Maître de conférences en histoire de l'art contemporain à l'Université Lumière Lyon 2, Damien Delille est responsable du cycle de Licence du département d'Histoire de l'art et d'Archéologie, et en deviendra le directeur à la rentrée de septembre. Il coordonne l'axe scientifique des historiens de l'art au sein du LARHRA.

Alexandre GIQUELLO | Commissaire priseur formé à l'École du Louvre, il travaille depuis 2009 dans la maison de vente Binoche et Giquello. Président, depuis février 2019, de l'Hôtel Drouot, Alexandre Giquello et a contribué au développement de son activité malgré le confinement.

Amélie MÉTHIVIER | Membre de la Fédération française des professionnels de la conservation-restauration, Amélie Méthivier est restauratrice indépendante depuis 2000. Elle travaille pour les musées nationaux et de collectivités territoriales et sur des œuvres protégées au titre des monuments historiques ou des œuvres monumentales de l'espace public.

Maël TAUZIÈDE-ESPARIAT | Docteur à l'Université de Bourgogne (2021), Maël Tauziède-Espariat a fondé le GRHAM (Groupe de recherche en histoire de l'art moderne) avec d'autres doctorants. Il organise à ce titre journées d'études et conférences. Il a enseigné pendant l'année universitaire 2020-2021 dans les universités de Paris Nanterre et du Mans.

Olivia VOISIN | Directrice des musées d'Orléans, Olivia Voisin a organisé une exposition sur Delaperche à la suite de l'acquisition d'un ensemble de dessins (2020-2021). Le musée d'Orléans, comme d'autres musées, a réussi à maintenir une activité par différents réseaux sociaux pendant la pandémie et ouvre une exposition *Velázquez* en juin 2021.

DOSSIER DE PRESSE

Mars 2020 - Juin 2021

Outre la sélection d'articles et d'appels à contributions compilés ci-dessous, on renverra :

- à la bibliographie *Crise sanitaire Covid-19 et patrimoine culturel. Orientation bibliographique*, établie par l'Institut national du patrimoine, 25 mai 2021
<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Bibliographies/Crise-sanitaire-Covid-19-et-patrimoine-culturel>
- à la revue de presse *Musées et covid : quelles conséquences pour les musées et quelles solutions pour résister à la crise ?*, élaborée par la Mission de la politique documentaire du ministère de la Culture, mai 2021, 9 pages
- au dossier spécial « Crise du coronavirus », compilé et publié par *Le Journal des arts*, [mai 2021]
<https://www.lejournaldesarts.fr/dossier/crise-du-coronavirus-148648>

Tous secteurs culturels

[Appel à communications] « Coronavirus, Cultural Heritage, Tourism, Cultural Industries and Traditional Handicrafts », The International Conference on the Effects of Coronavirus on Cultural Heritage, Tourism and Creative Cultural Industries and Traditional Handicrafts

Délai de candidature : avant le 5 novembre 2020

<https://respatrimoni.wordpress.com/2020/09/24/cfp-coronavirus-cultural-heritage-tourism-cultural-industries-and-traditional-handicrafts/>

[Article] « Arts plastiques : mutation à marche forcée », *Libération*, 28 décembre 2020

Institutions muséales bouleversées, grandes foires et biennales chamboulées, désarroi des artistes et des travailleurs indépendants du secteur : en France comme à l'étranger, la pandémie a plongé le monde de l'art dans un marasme économique l'obligeant à remettre en question ses modes de fonctionnement pour survivre.

https://www.liberation.fr/arts/2020/12/27/arts-plastiques-mutations-a-marche-forcee_1809743/

[Article] « Via les écrans, la culture fait de la résistance », *Le 1*, 24 février 2021

La résistance du monde culturel fait naître de nouvelles approches, en direction de publics qui passent habituellement en dessous des radars.

[Article] « Quand les arts crèvent l'écran », *01Net*, 17 mars 2021

Visites en réalité virtuelle, concerts en streaming, spectacles à la demande. La pandémie et la fermeture des salles ont poussé les acteurs du monde culturel à imaginer de nouvelles façons de maintenir le lien avec le public.

[Appel à contributions] « Musées et patrimoine à l'ère post-COVID : l'empreinte de la COVID et la construction de l'avenir »

Jusqu'au 15 avril 2021, pour le numéro monographique de la revue *Her&Mus. Heritage & Museography*, coordonné par Marta Conill-Tetuà et Alexandra Georgescu Paquin, de l'École universitaire de tourisme CETT- Barcelona School of Tourism, Hospitality and Gastronomy.

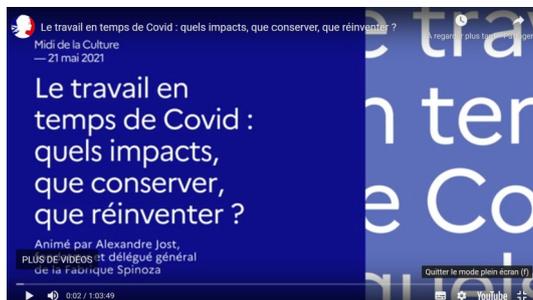
Informations sur le site de la revue : <https://www.raco.cat/index.php/Hermus>

[Article] « Quand musées et galeries passent en mode virtuel », *Libération*, 16 avril 2021

L'offre d'expositions à découvrir de chez soi a proliféré avec la fermeture des lieux d'art. Des expériences numériques qui soulignent toutefois le caractère irremplaçable de la rencontre physique avec les œuvres.

https://www.liberation.fr/forums/quand-musees-et-galerias-passent-en-mode-virtuel-20210416_5D6J5BVYUVBSNC2PDCN3P4EWF1/

[Vidéo] Ministère de la Culture, « Le travail en temps de Covid : quels impacts, que conserver, que réinventer ? », *Midi de la Culture* du 21 mai 2021.



Les métiers de la conservation-restauration du patrimoine

[Article] « La continuité du travail de conservation-restauration est-elle possible ? », blog *Mon cher Watson*, 24 avril 2020

<https://www.moncherwatson.fr/post/continuite-travail-conservation-restauration>

[Article] « Restaurateurs, régisseurs, guides... ces métiers de la culture menacés par la crise », *Le Monde*, 6 mai 2020

Bon nombre de professions peu visibles mais essentielles au fonctionnement du secteur subissent de plein fouet les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/06/restaurateurs-regisseurs-guides-ces-metiers-de-la-culture-menaces-par-la-crise_6038865_3234.html

[Article] « Au Musée des Arts Décoratifs, l'enjeu de l'entretien des collections en période de confinement », *Franceinfo*, 26 novembre 2020

L'absence de visiteurs entraîne le musée des Arts décoratifs à prendre des mesures pour conserver leurs œuvres. Les plus fragiles, comme les œuvres textiles, sont particulièrement protégées.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/au-musee-arts-decoratifs-enjeu-entretien-collections-periode-confinement-1898694.html>

[Article] « Au Louvre, les artisans s'activent pour restaurer les œuvres », *Franceinfo Culture*, 9 décembre 2020.

https://www.francetvinfo.fr/culture/arts-expos/louvre/musee-les-artisans-s-activent-pour-renover-les-oeuvres-du-louvre_4213139.html

[Article] « La relance passe aussi par les vieilles pierres », *La Gazette des communes*, 16 avril 2021

Certaines communes misent sur la restauration de leur patrimoine dégradé pour relancer rapidement l'économie locale. L'Etat est sur la même longueur d'onde : dans son Plan de relance, il a fait une place aux monuments.

<https://www.lagazettedescommunes.com/740888/la-relance-passe-aussi-par-les-vieilles-pierres/>

[Article] « Confinement : 4 initiatives pour découvrir le patrimoine », blog Ô mon château, le blog qui va vous faire aimer les vieilles pierres !, 27 avril 2021.

Depuis des mois en raison de la crise de la Covid-19, nous subissons la fermeture des lieux culturels et patrimoniaux. Une incompréhension et une réelle frustration au quotidien, difficile à accepter lorsque l'on

sait la fragilité de ce secteur. Heureusement, les institutions et monuments n'ont pas baissé les bras et font preuve d'imagination pour nous proposer culturels et nous permettre de poursuivre les visites, à distance.
<https://www.omonchateau.com/2021/04/27/confinement-4-initiatives-pour-decouvrir-le-patrimoine/>

Les métiers du patrimoine culturel

[Ressources en ligne] « Assurer la sécurité du patrimoine culturel pendant le confinement : un défi pour les professionnels des musées et les services de police », ICOM, [2020]
<https://icom.museum/fr/covid-19/ressources/assurer-la-securite-du-patrimoine-culturel-pendant-le-confinement-un-defi-pour-les-professionnels-des-musees-et-les-services-de-police/>

[Entretien en ligne avec la FFCR], « Suivre l'état matériel des collections patrimoniales pendant le confinement. Observations sur la situation française du 17 mars au 11 mai 2020 », ICOM, [mai 2020]
<https://www.icom-musees.fr/actualites/suivre-letat-materiel-des-collections-patrimoniales-pendant-le-confinement>

[Article] « Protection du patrimoine culturel pendant la pandémie de Covid-19 », ICCROM, 27 décembre 2020
<https://www.iccrom.org/fr/news/protection-du-patrimoine-culturel-pendant-la-pandemie-de-covid-19>

[Conférence en ligne] « Le patrimoine au temps du confinement. Conserver la mémoire d'une histoire à écrire », en direct sur Facebook Live, Institut national du patrimoine, 29 janvier 2021
<http://www.inp.fr/Recherche-colloques-et-editions/Actualites/Le-patrimoine-au-temps-du-confinement.-Conserver-la-memoire-d-une-histoire-a-ecrire>
<https://www.franceculture.fr/conferences/institut-national-du-patrimoine/le-patrimoine-au-temps-du-confinement-les-collectes-participatives-des-musees>

[Enquête internationale] « Le patrimoine vivant dans le contexte de la pandémie de Covid-19, UNESCO, 31 août 2020
<https://ich.unesco.org/fr/le-patrimoine-vivant-dans-le-contexte-de-la-pandemie-de-covid-19-01123>

Les métiers des musées

[Article] « Musées : la nouvelle vie des conservateurs », *Le Figaro*, 10 avril 2020
Jeux, cours, visites filmées, ils rivalisent d'ingéniosité sur internet pour maintenir le lien avec le public.

[Article] « Les musées au temps du corona », *Libération*, 24 avril 2020
Nous ne consommerons plus l'art comme avant, et c'est une excellente nouvelle. Aux foules venues admirer les expositions blockbusters vont succéder de nouvelles manières de s'adresser aux œuvres, érudites ou dilettantes.

[Article] « Les musées planchent sur l'après-coronavirus », *Le Journal des arts*, 8 mai 2020
Baisse des subventions et de la fréquentation, ralentissement de la programmation, l'avenir s'annonce sombre pour les musées, petits et grands. Pourtant, certains voient dans la crise actuelle, l'opportunité de renouer avec leurs collections et de tisser un lien avec le public.

[Article] « Les musées veulent recentrer les expositions sur leurs collections », *Le Monde*, 10 mai 2020
Plusieurs responsables s'accordent sur la nécessité de réfléchir à de nouvelles formes de mise en valeur de leurs propres fonds.

[Article] « La crise sanitaire accélère la transformation des musées », *La Gazette des communes*, 29 juin 2020

Entre les contraintes sanitaires et la pratique du numérique, les musées cherchent leur équilibre.

[Article] « Les musées cherchent la sortie de crise », *Le Nouvel Economiste*, 11 septembre 2020

Des usages numériques aux nouveaux modes de financement, le Covid aura été un puissant moteur d'innovation.

[Article] « Retour au virtuel pour les musées », *Le Monde*, 1^{er} novembre 2020

Les institutions, rodées par l'expérience du premier confinement, se redéploient sur le numérique.

https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/10/30/avec-le-reconfinement-retour-au-virtuel-pour-les-musees_6057963_3246.html

[Article] « La réalité virtuelle à l'assaut des musées », *Le Quotidien de l'art*, 27 novembre 2020

La réalité virtuelle a commencé à pénétrer les musées. Dématérialiser l'expérience de visite, attirer un public plus jeune, renouveler le modèle économique... Au-delà de ces promesses, séduisantes en période de Covid-19, cette technologie peut aussi servir à sensibiliser les visiteurs à des enjeux artistiques, écologiques et patrimoniaux.

[Article] « Comment les conservateurs du Louvre préparent les futures expositions », *Le Figaro*, 27 novembre 2020

Dans le musée fermé au public, ces spécialistes en profitent pour intensifier leur travail intellectuel, tout en adaptant au fur et à mesure le programme de 2021.

[Article] « Les musées pourront-ils monétiser leurs contenus et activités numériques ? », *Le Quotidien de l'art*, 4 décembre 2020

La crise du Covid-19 et les vagues de confinement successives ont incontestablement joué un rôle d'accélérateur dans la numérisation des musées. Une stratégie qui s'est avérée payante si l'on en juge par la croissance exponentielle de leurs audiences sur le web et les réseaux sociaux. Des experts et parfois leur tutelle imaginent de les voir générer de nouveaux revenus, notamment en monétisant leur offre numérique.

[Article] « France télévisions : invitation à la culture avec l'opération « Des musées chez vous » », *Satellifax*, 8 décembre 2020

L'espace « Les musées chez vous » ouvert par France Télévisions afin de mettre en avant les initiatives des musées pour maintenir le lien avec leur public.

[Article] « Numérisation des œuvres d'art : le nouvel horizon », *Le Journal des arts*, 8 janvier 2021

Les procédés de numérisation des œuvres d'art sont de plus en plus élaborés et de nombreuses sociétés se sont lancées sur marché. Mais les musées semblent ne pas encore pleinement tirer parti de toutes les possibilités offertes.

[Article] « Les podcasts de musées trouvent leur voix », *Le Quotidien de l'art*, 5 février 2021

Forcé par les confinements successifs, l'engouement des musées et des institutions culturelles à l'égard des podcasts ne se dément pas : confirme une réelle émergence de l'audio dans le champ artistique.

[Article] « Unesco : 12 professionnels réunis pour « réfléchir sur l'avenir des musées dans le monde » le 18/03/21 », *News tank*, 16 mars 2021

« Évoquer les répercussions de la crise sanitaire sur les musées dans le monde ainsi que la façon dont ces derniers relèvent les défis et préparent leur établissement pour demain »

[Conférence] Association [Métis](#), compte rendu de la Rencontre Muséo du 30 mars 2021 : « La participation au musée en temps de Covid, compromise ou réinventée ? », Marie Ballarini et Maïlys Liautard, 22 avril 2021

<https://metis-lab.com/2021/04/22/compte-rendu-de-la-rencontre-museo-du-30-mars-2021-la-participation-au-musee-en-temps-de-covid-compromise-ou-reinventee/>

[Article] « Bien que fermées, les expos vont au plus VIP », *Libération*, 6 avril 2021

En pleine pandémie, plusieurs espaces restent ouverts aux professionnels de l'art, érigeant les experts en « ceux qui comptent », au mépris des visiteurs privés de musée depuis plusieurs mois.

https://www.liberation.fr/culture/arts/art-contemporain/bien-que-fermees-les-expos-font-au-plus-vip-20210331_37XOYPO6BJB4XMFYK5EHBKIOJA/

[Article] « Les musées de l'après nous attendent », *La Vie*, 13 mai 2021

Traversant la plus grave crise de leur histoire, les musées sont prêts à accueillir de nouveau le public. Ces derniers mois, ils ont révélé leur capacité à repenser leur rôle social et leurs missions éthiques.

Les métiers du marché de l'art

[Article] « Le marché de l'art à l'épreuve de la Covid-19 », *Le Journal des arts*, 2 avril 2020

La situation du marché de l'art en 2019 permet d'évoquer quelques hypothèses pour 2020 sur la base d'un scénario de reprise progressive de l'activité d'ici l'été.

<https://www.lejournaldesarts.fr/marche/le-marche-de-lart-lepreuve-du-covid-19-148943>

[Article] « Les ventes aux enchères sur Internet profitent du confinement », *Le Journal des arts*, 3 avril 2020

Alors que les ventes aux enchères « physiques » sont suspendues, les ventes dématérialisées affichent de bons résultats.

<https://www.lejournaldesarts.fr/marche/les-ventes-aux-encheres-sur-internet-profitent-du-confinement-149006>

[Article] « Entretien. Henri Paul : « Il faut un marketing digital adapté pour les ventes en ligne », *Le Journal des arts*, 15 juin 2020

L'avocat à la Cour et président de chambre honoraire à la Cour des comptes a été nommé à la tête du Conseil des ventes volontaires (CVV) en octobre 2019.

<https://www.lejournaldesarts.fr/marche/henri-paul-il-faut-un-marketing-digital-adapte-pour-les-ventes-en-ligne-149616>

Les métiers de l'enseignement et de la recherche en histoire de l'art

Les extraits suivants sont issus du site du journal *Le Monde* le 2 juin 2021.

Termes de la requête : « université distanciel »

• Malgré le distanciel, pas de décrochage massif pour les étudiants de première année

En fin de premier semestre, le taux de présence aux examens ont été satisfaisants, ainsi que les résultats obtenus. Mais les modalités des contrôles des connaissances ont été moins exigeantes que les années précédentes.

Par Eric Nunès

Le Monde, 16 mars 2021

Nés en 2002 pour la plupart, ils ont passé une partie de leur année de terminale confinés, n'ont pas expérimenté le stress des épreuves du baccalauréat. Ensuite, leur première rentrée universitaire s'est déroulée avec un masque sur le nez et l'injonction des gestes barrières comme outils de socialisation. Enfin, depuis novembre 2020, c'est à travers leur écran qu'ils suivent l'essentiel de leurs enseignements.

Avec un tel parcours, quel est le niveau de ces étudiants un peu maudits ? Les jurys de la plupart des universités françaises ont rendu leur verdict de fin de premier semestre. Il est plutôt bon. « *C'est la preuve de la résilience de cette cohorte d'étudiants* », témoigne Jean-François Dreuille, vice-président chargé de la formation à l'université Savoie-Mont-Blanc.

Lire aussi [« Il faut rouvrir les universités, tout de suite et complètement. Les étudiants souffrent avant tout de l'isolement »](#)

Les universités sollicitées par *Le Monde* font état d'éléments comparables. Tout d'abord, il n'y a pas eu de décrochage massif chez ce public pourtant plus fragile. A l'université Rennes-II, 90 % des étudiants de première année ont été présents aux examens de fin de semestre, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport aux années précédentes. Il faut dire que l'essentiel des évaluations a été réalisé en ligne. « *Il suffisait d'être connecté pour être noté* », rappelle Nadia Dupont, vice-présidente chargée de l'offre de formation à Rennes-II. Même constat au sein de l'école de droit de Paris-I-Panthéon-Sorbonne : « *Les épreuves réalisées à distance ont convaincu les étudiants de composer. Il n'y a pas eu de copie blanche ou non rendue* », observe la directrice, Agnès Roblot-Troizier.

Examens adaptés

Les étudiants ont participé, mais ont-ils réussi ? A l'université de La Rochelle, le nombre de reçus à la fin de la première session est en hausse de 7 à 10 points dans toutes les filières : que cela soit en langues, en droit-économie-gestion, en sciences humaines et sociales ou en sciences et technologie. A l'université de Savoie, les étudiants en psychologie ont eu de meilleurs résultats que leurs prédécesseurs. Idem pour les juristes de Paris-I, où le taux de réussite est en hausse de 10 % par rapport à l'année 2019-2020. Mais, globalement, « *il n'y a pas de différence notable* », estime Lionel Nicod, vice-président formation à Aix-Marseille Université.

Lire aussi [Dans les universités, la « baisse de niveau » se voit de plus en plus](#)

Les bons résultats de ce premier semestre seraient le fruit d'un « *surinvestissement des étudiants dans leur travail* », juge Nadia Dupont. Sans vie sociale, contraints par le confinement puis par le couvre-feu, « *les étudiants passent des temps longs à travailler* », observe également Armelle Prigent, vice-présidente formation à l'université de La Rochelle.

Un autre facteur explique la réussite de la majorité des étudiants : depuis un an, les examens ont considérablement évolué. « *Nous avons réfléchi à un mode d'évaluation adapté à l'apprentissage qu'ils ont reçu. Les contrôles se font sur la réflexion, le travail personnel* », explique Nadia Dupont, à Rennes-II. Des contrôles ont dû être aménagés. « *Les étudiants de première année sont arrivés à l'université avec des niveaux hétérogènes. Certains chapitres qui, traditionnellement sont vus en fin de terminale ne sont pas acquis. Rattraper le retard a fait que nous n'avons pas terminé le programme du premier semestre. Nous avons donc dû adapter l'examen* », témoigne Guillemette Chapisat, responsable de la licence maths-physique-chimie-informatique à Aix-Marseille Université.

Lire aussi [La disparition des jobs étudiants aggrave la précarité d'une partie de la jeunesse](#)

Enfin, « *les examens passés à distance permettent aux étudiants d'avoir de meilleurs résultats* », reconnaît Agnès Roblot-Troizier, à Paris-I. Un constat partagé par Jean-François Dreuille, de l'université de Savoie : « *Le distanciel nous pousse à avoir un niveau d'exigence moindre. C'est une bienveillance que nous pouvons avoir sur un semestre, au regard des circonstances sanitaires.* » Mais pas davantage : le maintien de la valeur du diplôme dépend d'un retour rapide à des examens en présentiel.

● « Il faut rouvrir les universités, tout de suite et complètement. Les étudiants souffrent avant tout de l'isolement »

Christophe Tzourio, directeur du centre de santé de l'université de Bordeaux, observe une détresse qui monte chez beaucoup de jeunes.

Propos recueillis par Léa Iribarnegaray

Le Monde, 16 mars 2021

Christophe Tzourio, professeur d'épidémiologie à l'université de Bordeaux et directeur du centre de santé des étudiants de l'établissement, estime que la crise a révélé les failles d'une prise en charge psychologique

de la jeunesse, et a mis au jour le manque de moyens de l'université pour suivre et accompagner les jeunes vers la réussite.

En quoi cette année de crise sanitaire a-t-elle révélé, selon vous, les failles du système de santé universitaire ?

Nous étions déjà dans une situation limite, et l'épidémie nous a fait basculer dans une crise bruyante. Bien sûr, tous les étudiants ne sont pas au fond du trou. Mais la proportion de ceux qui souffrent a augmenté de façon très forte avec la crise. On est maintenant à plus de 30 % d'étudiants présentant des symptômes de dépression : certains décrochent, d'autres auront des blessures psychiques qui vont durer...

Lire aussi [A Bordeaux, une enquête pour mesurer la précarité étudiante](#)

Avant le Covid-19, plusieurs études, dont celle que nous avons menée à l'université de Bordeaux, avaient déjà alerté sur la fragilité d'une proportion importante d'étudiants. Les premières années à l'université sont brutales : les plus fragiles se prennent de plein fouet tout à la fois – l'autonomie à marche forcée, la nécessité pour beaucoup de travailler afin de financer leurs études, la compétition et la peur de l'échec, l'inquiétude sur un emploi futur... Ils découvrent un milieu complexe dont ils ne connaissent pas les règles : certains peuvent basculer dans une vraie détresse psychique. Il s'agit le plus souvent des étudiants étrangers, des femmes, de ceux qui ont un faible niveau socio-économique.

Mais ce mal-être est général, il correspond à un trouble de l'adaptation à une société dont ils ont l'impression qu'elle court à sa perte. Les jeunes sont immensément concernés par la question climatique par exemple – tout cela participe à une perte de sens et à du stress. Le système de santé universitaire – pauvrement doté – ne sert au mieux qu'à rafistoler ceux qui sont tombés au front.

La question des moyens dont disposent les universités est-elle le fond du problème, selon vous ?

Oui, le sous-financement des universités en France est dramatique, et la crise actuelle n'a fait que le révéler. Du fait des limitations budgétaires, qui s'aggravent depuis plusieurs décennies, tout le système est sous tension. Pour beaucoup d'étudiants, la fac se transforme peu à peu en un monstre froid de formation de masse qui se soucie peu de l'individu.

Lire aussi [Dans les universités, la « baisse de niveau » se voit de plus en plus](#)

Dans ce contexte, l'université n'a pas pu jouer son rôle d'amortisseur. En tant qu'enseignant, je vois que tout le monde, à tous les niveaux, a conscience des difficultés des étudiants et fait autant d'efforts que possible. Mais la pénurie de moyens, surtout humains, ne permet pas d'être à la hauteur des bouleversements actuels. Seuls les étudiants très costauds et bien entourés vont réussir à surnager...

Que pensez-vous des réponses du gouvernement : « chèques psy », recrutements de psychologues universitaires... ?

Quand la ministre *[de l'enseignement supérieur]* Frédérique Vidal annonce le recrutement de 80 psychologues pendant quelques mois pour une population de 2 millions d'étudiants : cela paraît complètement dérisoire ! Mais on prend quand même, cela va permettre de raccourcir un peu les délais d'attente.

Idem pour les « chèques psy » *[qui permettent aux étudiants d'avoir accès à trois consultations gratuites]* : c'est une initiative utile. Enormément d'étudiants sont inquiets et déstabilisés par le contexte, sans avoir une maladie psychiatrique. Ils vont pouvoir discuter avec un professionnel qui va les écouter, les rassurer, leur donner des outils pour faire face à leur mal-être, et aider à orienter vers un parcours de soins ceux qui en ont besoin.

Lire aussi [« Le Covid-19 révèle les problèmes structurels de l'enseignement supérieur et, plus généralement, ceux de la jeunesse »](#)

Ces propositions ne vont pas résoudre le manque flagrant et chronique de nos moyens. On a trouvé des milliards pour les entreprises et les commerçants. Pour les étudiants et l'université, il n'y a pas grand-chose. Quand on sait [que 40 % des étudiants avaient un petit boulot](#) et qu'ils ont tout perdu depuis un an ; quand on sait qu'ils sont obligés de trouver de quoi se nourrir à la banque alimentaire... Pourquoi n'a-t-on pas décidé de régler au moins ce problème ? Pourquoi ne pas donner l'équivalent d'un RSA à tous les étudiants, ne serait-ce que le temps de l'épidémie ? Tout cela est vécu par les jeunes comme un manque cruel de considération, voire une forme de mépris. C'est un message négatif adressé à ceux qui sont les forces vives de la société de demain, alors même qu'ils vont devoir porter longtemps le fardeau de cette crise.

Que faudrait-il faire, selon vous, pour que les étudiants sortent de leur détresse ?

Il faut rouvrir les universités, tout de suite et complètement. Les étudiants souffrent avant tout de l'isolement. A 20 ans, on construit son « cerveau social » – on a un besoin vital d'échanger, de séduire, de se confronter à l'autre. Priver les jeunes de relations sociales est d'une grande cruauté. C'est certes l'épidémie

qui l'impose mais nos décideurs politiques doivent prendre conscience de cette réalité. Pour dire les choses crûment, dans cette tranche d'âge, on risque de voir plus de morts de suicide que de Covid-19, sans parler du risque de décrochage et de dépression encore plus important quantitativement.

Lire aussi [Le Covid-19 a percuté une jeunesse étudiante déjà fragilisée](#)

On sait, par ailleurs, que le risque contagieux est très faible à l'université. Quel est le risque réel à faire revenir les étudiants ? S'il s'agit de la contamination du reste de la population, par exemple dans les transports, des solutions sont imaginables. Face à la détresse des jeunes, on ne peut pas se contenter de ne rien faire et d'attendre.

A quelque chose malheur est bon. Si cette crise s'accompagne d'une prise de conscience sur l'état psychique des étudiants, alors on n'aura pas tout perdu. A Bordeaux, mais aussi ailleurs, nous menons un travail de fond avec les jeunes pour faire en sorte que leur passage à l'université ressemble moins à cette épreuve brutale darwinienne et les arme mieux pour la vie qui va suivre. Ce n'est en rien de la mièvrerie ! Dans l'entreprise, on sait depuis longtemps que les salariés doivent se sentir bien pour s'épanouir et être productifs. Pourquoi ce constat ne s'appliquerait-il pas aux étudiants ? Il faut arrêter l'apitoiement et leur donner les moyens de faire face. Cette génération a des valeurs fortes d'entraide et d'altruisme. Elle ne demande que ça.

• Dans les universités, la « baisse de niveau » se voit de plus en plus

En une année, la pandémie a bouleversé les apprentissages et généré un éloignement vis-à-vis de l'institution universitaire. Si la présence aux examens se maintient, beaucoup d'enseignants s'inquiètent des dégâts du distanciel.

Par Alice Raybaud

Le Monde, 16 mars 2021

Un pied dehors, un pied dedans : voilà comment semble se dessiner la situation des étudiants, à l'issue d'une année inédite passée quasiment exclusivement en ligne.

Alors qu'on craignait un décrochage massif, les résultats des examens de premier semestre, encore parcellaires, indiquent que celui-ci n'a finalement pas eu lieu. Globalement, les étudiants ont répondu présent. Le taux de présence serait ainsi de « *seulement 3 points en dessous* » de celui de l'année précédente, selon la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Mais côté réussite, si les résultats connus à ce stade ont tendance à se maintenir dans la plupart des établissements – appelés à la clémence –, certains enseignants pointent une forme de déperdition des acquis académiques.

Lire aussi [« Il faut rouvrir les universités, tout de suite et complètement. Les étudiants souffrent avant tout de l'isolement »](#)

« *Il est difficile de tirer des conclusions sur la réussite étudiante. Les examens, organisés en partie à distance, étaient très différents de ceux des autres années*, indique Eric Gayer, responsable de la licence sciences de la Terre à l'Université de Paris. *Certains enseignants ont évalué avec beaucoup de devoirs faits à la maison, et dans ce cas, les résultats sont meilleurs. D'autres ont organisé des partiels comme si de rien n'était, sur table ou à distance, avec des résultats souvent catastrophiques.* » Pour les épreuves qui ont pu se tenir en présentiel, même adaptées, il note que le contenu était « *de manière générale moins bon* », signe des traces laissées par des mois de cours en ligne sur les apprentissages.

« Perte de repères »

De nombreux universitaires évoquent ainsi des copies « *plus bancales* », avec davantage de lacunes que les années précédentes. Le président de l'université de Rouen, Joël Alexandre, mentionne, auprès de l'agence spécialisée AEF (Agence éducation et formation), un niveau « *globalement inférieur à d'habitude* ». Nelly Ferreira, doyenne de la faculté de droit de l'université de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), pointe même des « *résultats assez mauvais, voire catastrophiques* », avec un nombre plus important de copies blanches, ou qui laissent apparaître des « *notions de base qui ne sont pas acquises* ».

« *Une problématique de niveau va se poser* », abonde Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, où les taux de réussite ont été similaires aux autres années... mais avec des sujets qui ont été « *adaptés* », et des consignes de mansuétude passées aux enseignants. « *Ce serait se raconter des histoires que de croire qu'autant de mois à distance n'ont eu aucun effet sur les apprentissages*, fait-il valoir. *Les conditions d'acquisition de connaissances et de compétences ont été dégradées, y compris quand le distanciel est robuste*

et de qualité. On sent les élèves moins à l'aise dans leurs savoirs, avec des exposés moins solides, des références plus incertaines. »

Lire l'enquête : [« Quand le prof parle, j'éteins ma caméra et je fais ma vaisselle » : pour les étudiants, le défi de l'attention en visio](#)

La crise sanitaire a jeté une lumière crue sur les failles de l'enseignement tout distanciel, où l'attention se fait volatile et la transmission altérée. « *Même ceux qui ont un bon niveau se retrouvent en difficulté, et je les comprends... Quatre heures de suite en visio, ce n'est pas tenable* », remarque Nelly Ferreira, de l'université de Cergy.

La fac hors les murs met aussi en péril la dynamique collective qui entoure le « métier » d'étudiant. « *Etudier, ce n'est pas seulement s'asseoir et accueillir des connaissances, mais c'est aussi toute une socialisation, fondamentale dans l'engagement académique* », observe Pierre Mathiot. Si bien que, après des mois passés devant un ordinateur, excepté une parenthèse de quelques semaines à la rentrée 2020, la période d'examens a laissé apparaître des étudiants « perdus ». « *Ils ne parviennent plus à s'organiser, ont une perte de repères et de notion du temps* », s'inquiète Eric Gayer, de l'Université de Paris.

Une situation qui dure

Difficile, à ce stade, d'évaluer pleinement les dégâts. Mais si le décrochage « formel » a jusqu'ici été limité, des professeurs remarquent que l'assiduité aux cours est de plus en plus problématique. « *On est face à des indicateurs contradictoires avec, d'un côté, une présence maintenue aux examens, et d'un autre, de plus en plus d'étudiants qui ne se connectent plus lors des cours* », observe Jean-Christophe Saint-Pau, doyen de la faculté de droit et science politique de Bordeaux et président de la Conférence des doyens de ces disciplines.

Malgré un retour en présence – inégal selon les établissements –, plusieurs enseignants rapportent une déperdition grandissante d'effectifs en ce début de second semestre, avec des « *mails qui restent sans réponse* », en particulier chez les étudiants de première année.

Lire aussi [Dans l'enseignement supérieur, la grande disparité des cours à distance](#)

La digue est-elle en train de céder ? Dans un sondage réalisé en mars par BVA pour *L'Etudiant* et Orange, 74 % des étudiants interrogés se déclarent en perte de motivation et 71 % ont l'impression de décrocher (contre 50 % en septembre 2020).

A l'université Bordeaux-Montaigne, une enquête menée auprès de 12 000 étudiants indique que 49 % d'entre eux ont pensé abandonner leurs études au premier semestre. Les trois quarts des jeunes interrogés appréhendent « *fortement* » le second. Ils sont 73 % à avoir connu des baisses de moral – une quinzaine de jours en moyenne – pendant lesquelles ils ont cessé de travailler, avec des conséquences certaines sur leur niveau : trois étudiants sur cinq considèrent que l'enseignement à distance a eu un impact sur leurs apprentissages.

Face à une situation qui dure, la question d'un retard dans les cursus se pose peu à peu. « *Il faut accepter que nos élèves maîtriseront moins de connaissances qu'en période normale et être prêts à compenser* », dit Pierre Mathiot, qui envisage déjà des « *sas de remise à niveau* » pour la rentrée prochaine.

D'autant que, en visioconférence, les enseignants n'ont pas pu avancer à la même vitesse. « *Je ne me suis plus tellement fixé de programme*, explique Marie Gispert, maîtresse de conférences en histoire de l'art à Paris-I. *L'idée était de s'assurer qu'ils comprennent au moins les principes du commentaire d'œuvre et sachent en commenter correctement quelques-unes, sans chercher à en balayer une grande quantité à tout prix.* »

« Réflexes perdus »

Rattraper des notions d'année en année « *n'est pas une situation nouvelle à l'université* », rassure Jean-Christophe Saint-Pau, qui pointe le cas des étudiants rentrant de mobilité et n'ayant pas suivi toutes les matières. Rien de dramatique non plus pour Jean-Marc Planeix, directeur de la faculté de chimie de Strasbourg et président de la Conférence des directeurs d'UFR de sciences. « *Les étudiants ont travaillé autrement, et ont des acquis différents mais certainement pas moindres* », estime-t-il. Dans les formations expérimentales où des travaux dirigés (TD) ont parfois pu être menés en présence, il observe d'ailleurs qu'un « *niveau satisfaisant* » se maintient.

Moins évident aux yeux de Pierre Casevitz, directeur des études de mathématiques à l'université de Caen. Il redoute des conséquences de long terme des retards d'apprentissage, qu'il remarque même chez ses étudiants les moins fragiles. « *Les copies présentent des erreurs que, normalement, on ne constate plus à ce niveau-là, des réflexes ont été perdus. Mais comment reprendre les notions qui sont passées à la trappe, alors qu'on n'a déjà pas assez de volume horaire sur la licence pour aborder l'essentiel ?* », s'interroge l'enseignant.

Lire aussi [Malgré le distanciel, pas de décrochage massif pour les étudiants de première année](#)

Pour aider à combler ces lacunes et lutter contre le décrochage, 8 000 tuteurs ont été recrutés fin janvier pour aider les étudiants de première et deuxième années, d'après les derniers chiffres disponibles. Au total, 20 000 embauches de tuteurs, qui seraient financés par une dotation de l'Etat aux universités, sont annoncées par le gouvernement, d'ici à la fin de l'année. « *Une mesure bienvenue* », selon Jean-Marc Planeix, à l'université de Strasbourg. Mais qui se heurte à la réalité de terrain, et à la difficulté de trouver des candidats pour assurer ce tutorat. « *Dans une période où on ne cessait de refaire les emplois du temps, insérer ces heures de tutorat s'est aussi révélé très complexe. Cela ne peut pas être une solution systémique.* »

● **La disparition des jobs étudiants aggrave la précarité d'une partie de la jeunesse**

Une dizaine d'organisations étudiantes appellent à la mobilisation, mardi 16 mars, pour demander une augmentation « immédiate » des bourses et des aides au logement.

Par Léa Iribarnegaray

Le Monde, 16 mars 2021

Depuis Orléans, la liaison avec Victor, qui souhaite rester anonyme, est chaotique : la communication a encore été coupée. Son téléphone mériterait d'être changé mais ce n'est franchement pas d'actualité. Etudiant en deuxième année de DUT (diplôme universitaire de technologie) de chimie à Orléans, Victor a pour seule rentrée d'argent sa bourse mensuelle d'un montant de 250 euros. Celle-ci est calculée en fonction des revenus de ses parents – « *sauf que je ne vois que ma mère, et qu'elle ne m'aide pas financièrement* ».

Son loyer lui coûte 180 euros par mois : 9 mètres carrés dans une résidence du Crous sur le campus d'Orléans. « *Il n'y a pas moins cher !* », indique le jeune homme. Avant que tout s'arrête, il y a un an, Victor enchaînait les missions en tant que « client mystère ». Mais cette source de revenu a disparu quand de nouvelles dépenses ont vu le jour : acheter des masques, trouver un ordinateur portable... Alors, il a fallu demander de l'aide aux associations. « *Avant, c'était déjà un peu compliqué, mais pas comme aujourd'hui* », résume-t-il.

Lire aussi le reportage : [La crise fragilise les étudiants les plus précaires](#)

Tandis que la précarisation d'une partie des étudiants s'accroît avec le Covid-19, une dizaine d'organisations de jeunesse appellent à la mobilisation, mardi 16 mars, réclamant un « *plan d'urgence* » de 1,5 milliard d'euros pour financer une augmentation « immédiate » des bourses et des aides au logement. « *Le Covid-19 a mis en lumière les déficiences de nos aides sociales, tranche Mélanie Luce, présidente de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Si la précarité des étudiants était une réalité depuis longtemps, notre système, défaillant et à bout de souffle, ne permet pas de tenir en temps de crise.* »

Selon elle, le financement actuel des études est « *insuffisant* » puisque nombre de jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. Il serait aussi « *infantilisant* », car calculé selon les revenus des parents. Et « *incohérent* » : « *Avec la demi-part fiscale, l'Etat dépense autant dans l'exonération d'impôts des familles les plus riches que dans nos bourses. Cet argent devrait aller directement dans la poche des étudiants* », invoque la présidente de l'UNEF.

« **Lacune du système français** »

Le grain de sable qui a fait dérailler la machine, c'est la disparition de la plupart des petits boulots des étudiants. En effet, 40 % d'entre eux avaient une activité rémunérée avant la pandémie, d'après l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE). Ils ont donc subi une perte de revenus moyenne de 274 euros par mois. Sans ce filet de sécurité, la précarité de ces jeunes a bondi.

Certains étudiants sont particulièrement touchés : les étrangers, sous les radars d'une partie des aides sociales. De même que les jeunes non éligibles aux critères sociaux des bourses, qui n'ont pas ou peu de soutien familial. La période a ainsi entraîné « *la naissance d'une population nouvellement pauvre* », selon Paul Mayaux, président de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE). « *Depuis le début de la crise sanitaire, on constate, sur le terrain, un afflux constant et croissant des demandes d'aides* », observe-t-il. Entre mars et septembre 2020, les Agoraé, les épiceries solidaires lancées par la FAGE il y a dix ans, ont accueilli autant de bénéficiaires que depuis leur création. Plus de 130 000 paniers de produits alimentaires et d'hygiène ont ainsi été distribués par la fédération depuis le premier confinement.

Lire aussi l'enquête : [Isolement, précarité, perte de repères : comment le confinement a fait basculer psychologiquement certains étudiants](#)

Que dit cette situation des choix politiques de soutien à la jeunesse ? Traditionnellement, la France est marquée par la familiarisation du financement des études : les bourses, réservées uniquement à certains étudiants, dépendent des revenus de leurs parents (exception faite des aides personnalisées au logement). En outre, ces aides cumulées ne sont pas suffisantes pour vivre de manière autonome.

« En termes de soutien aux revenus des jeunes, par rapport à d'autres pays, on peut clairement parler de lacune du système français, remarque Tom Chevalier, chargé de recherches au CNRS et spécialiste des politiques de jeunesse en Europe. D'autres pays, où on reconnaît un statut d'indépendance aux étudiants, ont opté pour une individualisation de l'aide, ouverte bien plus largement – selon les cas, une combinaison de bourses et de prêts garantis permet d'être autonome financièrement.

Lire aussi [Face à la détresse de la jeunesse, le retour du débat sur le revenu universel](#)

« En France, les jeunes sont vus comme des enfants », observe Tom Chevalier. Un schéma de référence prévaut : celui de l'étudiant « *scolarisé à temps plein qui vit chez ses parents et ne travaille pas à côté* », poursuit le chercheur. Or, cela ne correspond plus à la multiplicité des situations issues de la massification de l'enseignement supérieur. Quant aux jobs étudiants, pourtant au cœur de la vie des jeunes en temps normal, ils ne sont pas suffisamment intégrés dans la scolarité, avec des emplois du temps très peu adaptés.

« A partir du moment où le système français se focalise sur le soutien familial, et que le travail disparaît en temps de crise, cela pose problème pour 70 % à 80 % des étudiants qui, d'habitude, ont une activité rémunérée : job, stage, apprentissage... », résume ainsi Tom Chevalier, pour qui « *l'Etat a raté l'occasion de répondre à l'urgence* ».

« On ne sait pas comment faire »

Pourtant, de multiples mesures de soutien ont été prises par le gouvernement depuis un an. Lors du premier confinement, les aides d'urgence ponctuelles distribuées par le Crous ont augmenté. Le gouvernement a injecté 10 millions d'euros dès le mois d'avril 2020 pour y répondre. Ainsi, ces aides spécifiques sont passées de 22,7 millions d'euros pour 45 000 bénéficiaires en 2019 à 33,8 millions pour 62 000 bénéficiaires en 2020.

« Un effort a été fait », assure Dominique Marchand, présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous), pour qui « *l'évolution des aides et des crédits alloués est en adéquation avec les besoins des étudiants* ».

Lire aussi [Laurent Berger, Pascal Brice, Paul Mayaux : « Un droit pour chaque jeune à construire son propre avenir »](#)

Elle énumère les mesures mises en place depuis le début de la crise : gel des loyers du Crous pour ceux qui étaient rentrés dans leur famille pendant le premier confinement ; droit à la bourse prolongé au mois de juillet pour ceux dont les examens étaient reportés ; augmentation de 1,2 % de toutes les bourses à la rentrée de septembre ; 150 euros supplémentaires versés à tous les boursiers en décembre ; [repas à 1 euro dans les restaurants universitaires](#), d'abord pour les étudiants boursiers en septembre, puis pour tous fin janvier ; doublement du budget des aides spécifiques en 2021 par rapport à 2020... D'autres mesures ont été mises en place pour aider les étudiants à trouver des contrats d'apprentissage – un moyen de financer ses études – à travers une prime offerte aux entreprises.

Lire aussi [« Parfois, je ne mange pas pendant 36 heures parce que je n'ai pas le temps » : avec des étudiants sur le fil de la précarité à Montpellier](#)

Sur le terrain néanmoins, les professionnels déplorent un manque d'information sur ces dispositifs et un taux de non-recours particulièrement élevé. « *Quand on parle d'aides à la jeunesse, l'expression consacrée reste le "mille-feuille de dispositifs"* », souligne Tom Chevalier. « *Parmi ceux qui ont des difficultés, il y en a tout un tas qui ne sont pas éligibles aux aides sociales* », remarque l'enseignante-chercheuse Lucile Mollet, présidente de l'association O'SEM, pour « *Orléans soutient les étudiant.e.s du monde* ». Jacques, 25 ans, étudiant togolais en sciences de la vie (qui souhaite rester anonyme), s'est fait accompagner. S'il a touché des aides ponctuelles du Crous, ce n'était pas suffisant – Lucile Mollet lui a déniché un petit « job » chez sa coiffeuse. « *Ceux qui ont grandi ici connaissent certains tuyaux. Nous, on ne sait pas comment faire* », dit-il.

Lire aussi [Dans les universités, la « baisse de niveau » se voit de plus en plus](#)

Un complément indispensable, crise ou pas : sans job, Shérine Hammam, 23 ans, ne s'en sort pas. Cette étudiante franco-égyptienne à la Sorbonne touche une bourse du Crous de 350 euros par mois – ses parents, qui vivent au Caire, ne peuvent pas l'aider. Avec les APL, elle paie son studio 220 euros dans une résidence Crous du 15^e arrondissement de Paris. Cette année, Shérine a été serveuse dans une brasserie – le temps d'une courte période d'essai, puis tout a fermé. Le bec dans l'eau, elle a finalement trouvé un boulot : elle est désormais « étudiante référente » pour le Crous – des nouveaux contrats créés par le gouvernement. Aujourd'hui, Shérine accompagne plus de 300 étudiants en difficulté psychologique ou financière. « *J'ai*

tenté le porte-à-porte, mais ils se livrent plus par téléphone. Ceux qui ont des problèmes se plaignent peu et sont assez pudiques, surtout quand il s'agit d'argent. »

● L'université sous la menace du numérique

La systématisation de l'enseignement à distance qui se profile promet de réduire le savoir universitaire à un contenu à télécharger, alerte l'écrivain Philippe Forest dans un court et percutant essai.

Par Luc Cédelle

Le Monde, 14 octobre 2020

Livre. Ecrivain et professeur des universités en lettres modernes, auteur d'une dizaine de romans, Philippe Forest, dans *L'Université en première ligne*, sonne le tocsin contre l'irruption d'un ennemi aussi dématérialisé que redoutable. Celui-ci est une mutation qui attendait son heure et que la crise sanitaire a enclenchée de manière décisive : le passage à l'enseignement en « distanciel » utilisé lors du confinement et revenant en force à la faveur du regain de l'épidémie de Covid-19. Philippe Forest est convaincu que, loin d'un retour à la normale une fois le danger sanitaire écarté, ce modèle va s'imposer comme la nouvelle norme.

Or, rappelle-t-il, l'éducation « suppose le côte à côte et le face-à-face de ceux qui enseignent et de ceux qui apprennent. Elle exige une relation, subjective et incarnée, de personne à personne – de l'enseignant à l'étudiant et entre les étudiants eux-mêmes – où l'émulation et l'imitation, le désir de plaire ou de déplaire, la volonté de se conformer à un modèle et celle de s'en distinguer, se soustrayant et se soumettant au savoir reçu de l'enseignant et partagé avec les autres étudiants, jouent leur rôle irremplaçable ». Sa certitude d'une systématisation du distanciel le conduit à rejoindre le philosophe italien Giorgio Agamben dans sa dénonciation de la « barbarie technologique ».

Il serait facile, au nom du rejet de l'outrance, péché pas toujours mignon du monde universitaire, de prendre le désespoir de Philippe Forest pour une posture. On aurait tort, car ses arguments ne relèvent pas de la technophobie. De même, il ne rejette ni la démocratisation de l'université ni sa « professionnalisation » – terme désignant la nécessité de préparer les étudiants à l'emploi.

« Mise en ligne sauvage »

Mais il refuse que cela compromette la mission de l'université, déjà mise à mal par un « modèle managérial » privilégiant les objectifs de réussite et de rentabilité. Outre ces critiques partagées par nombre de ses collègues, l'écrivain est particulièrement percutant lorsqu'il souligne que « mettre le savoir universitaire sur Internet revient à soumettre celui-ci à ses règles » et à déclencher un « saut qualitatif » irréversible, conduisant à « envisager spontanément le savoir à la façon d'un contenu qu'il s'agit de télécharger, puis de restituer ». De la sorte, le cours se réduit à son avatar numérisé, devenu aux yeux des étudiants, « sa valeur exclusive ».

En amont et en aval, est atteinte « l'idée même du savoir qu'il s'agit d'acquérir », menant à « la réduction de toute culture à ce qui est susceptible en elle d'être numérisé ». Sans oublier l'effacement de la propriété intellectuelle que provoque « la mise en ligne sauvage du savoir universitaire », ainsi exposé à des altérations en cascade et réduit à un produit de consommation à domicile « J'aimerais m'imaginer que j'exagère », conclut-il. On lui pardonnera une erreur factuelle : non, les masters n'ont pas « succédé à l'ancien concours du capes », qui n'a nullement été supprimé.

« L'Université en première ligne. A l'heure de la dictature numérique », de Philippe Forest, « Tracts », n° 18, Gallimard, 64 pages, 3,90 euros.

● « Un risque majeur de perdre le lien avec les étudiants » : la communauté universitaire face au décrochage

Récit. La rentrée dans les universités et les grandes écoles prive d'horizon pédagogique enseignants et étudiants, au risque du découragement.

Par Soazig Le Nevé

Le Monde, 13 octobre 2020, mis à jour le 14 octobre 2020

En temps normal, 300 étudiants de troisième année de licence sont assis dans cet amphithéâtre de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Mais ce 8 octobre, ils ne sont qu'une poignée sur les bancs à écouter

attentivement leur professeur d'économie, dont la voix résonne depuis sa chaire. Les autres sont derrière leur écran, à distance, et pourront réviser le cours pendant quelques jours s'ils le souhaitent.

Depuis le 5 octobre, les établissements situés en zones d'alerte renforcée ou maximale – soit la quasi-totalité des grandes villes – sont tenus de limiter à 50 % leur capacité d'accueil pour une durée de quinze jours, dont tout laisse à penser qu'elle sera renouvelable. Les universités ne sont pas passées loin d'une mesure plus drastique, Matignon ayant envisagé une fermeture totale durant trois semaines pour casser les chaînes de contamination. Mais le ministère de l'enseignement supérieur n'a pas cédé, afin d'éloigner le spectre d'un nouveau confinement pour des étudiants fragilisés par la crise sanitaire depuis le printemps.

#balancetafac : contaminés en amphi ou en soirée ?

Il aura fallu trois semaines pour que bascule dans une autre dimension la rentrée « *la plus normale possible* » qu'avait souhaitée Frédérique Vidal. Mi-septembre, la ministre se voulait rassurante, malgré la fermeture totale ou partielle de quelques établissements avant même la reprise officielle des cours, comme Sciences Po à Reims, puis Polytechnique ou encore la faculté de médecine de l'université Rennes-1. En cause, des soirées étudiantes qui ont rapidement fait l'objet de toutes les critiques, illustrant le manque de responsabilité dont ferait preuve la jeunesse face à la pandémie.

En Ile-de-France, début octobre, 796 cas de Covid-19 ont été recensés sur 705 000 étudiants et 144 sur 52 000 personnels. Selon Santé publique France, à cette date, les clusters « à *criticité élevée* » se concentraient à 33,3 % dans l'enseignement supérieur, avec un nombre de cas par cluster de 24,2 individus, soit le plus élevé relevé par l'agence.

[Lire aussi Malgré un faible nombre de cas de Covid-19, les universités d'Ile-de-France contraintes d'accueillir moins d'étudiants](#)

Les présidents d'université n'ont pourtant cessé de le clamer : ce n'est pas entre leurs murs que les jeunes se transmettent le virus, pas même lorsque leur établissement a fait le choix de ne pas respecter la distanciation sociale d'un mètre entre les personnes. Loin de partager cet avis, des étudiants ont protesté sur Twitter, avec le mot-dièse #balancetafac dénonçant, photos à l'appui, les conditions d'enseignement dans des amphithéâtres bondés et sans aération. Des pétitions ont fleuri pour demander que les cours magistraux se déroulent à distance, comme à Lyon-3 ou à Sorbonne-Université.

« *Faut-il le Covid pour se rendre compte que, comme chaque année, nos moyens d'accueil sont insuffisants ?* », commente Jean Chambaz, président de Sorbonne-Université. « *Si les choses se passent de manière si difficile, c'est à cause du manque criant de moyens qui nous a empêchés de dédoubler nos TD depuis des années ou de construire des locaux pour accueillir nos étudiants* », abonde Catherine Rideau-Kikuchi, maîtresse de conférence à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Rentrée fracturée

D'après un sondage OpinionWay réalisé pour la mutuelle étudiante Heyme début octobre, 64 % des étudiants interrogés expriment une crainte de l'avenir, concernant principalement leur insertion professionnelle et leur situation financière. « *Rien n'est résolu pour l'instant, qu'il s'agisse de la précarité étudiante, de la question du manque de places à l'université ou de la crise sanitaire* », s'inquiète la présidente de l'UNEF, Mélanie Luce, qui fait état d'une hausse de 40 % des demandes d'aide d'urgence avant la rentrée, après un pic à + 71 % fin mars.

[Lire aussi Frédéric Atger, psychiatre : « L'isolement social des jeunes adultes est un danger majeur de cet automne »](#)

Empruntant un ton vif plutôt inhabituel, la conférence des présidents d'université (CPU) a sonné l'alarme face au « *risque majeur de perdre le lien avec [les] étudiants* » en cas de recours massif à l'enseignement à distance. Elle rappelle l'importance de « *porter une attention toute particulière aux primo entrants, qui n'ont pas encore les codes du travail dans le supérieur, ainsi qu'aux étudiants qui pourraient être en situation de fracture numérique et de fragilité sociale* ».

« *C'est une rentrée qui va créer des fractures, notamment chez les néobacheliers*, redoute Jean-Luc Dubois-Randé, président de l'université Paris-Est-Créteil (UPEC). *Nous formons une génération inédite parce qu'elle a vécu un bac particulier et qu'elle est partie avec un niveau qui nécessite un accompagnement extrême pour s'assurer que les bases sont acquises. Or nous allons avoir du mal à l'assurer.* » Même si un tutorat est mis en place, les effectifs en licence sont massifs et l'enseignement à distance est redouté, de même que le contrôle continu pour évaluer les connaissances et compétences. « *Les élus étudiants me font remonter des inquiétudes, ils craignent d'avoir un diplôme au rabais et demandent l'organisation d'examens finaux en présentiel, a minima dans les matières fondamentales* », poursuit le président de l'UPEC.

Lire aussi [« Les cours viennent de commencer et j'ai déjà l'impression de couler » : les étudiants au défi du découragement](#)

« Cours magistraux ou travaux dirigés : en droit, tout est sous la même toise, celle du distanciel intégral quasiment partout, constate Julien Boudon, professeur de droit public à l'université Paris-Saclay. J'ai bien essayé de réserver un sort particulier pour les TD des étudiants de première année, mais rien n'y a fait. »

Acte de présence... à distance

Leitmotiv de la rentrée, l'hybridation des enseignements fait figure de planche de salut pour garantir la continuité pédagogique. Mais les frais engendrés par l'achat de caméras pour équiper les amphithéâtres, de licences pour les logiciels de visioconférence et d'équipement à destination d'étudiants et de personnels pour le travail à domicile sont énormes. A l'échelle de l'université Savoie-Mont-Blanc, par exemple, le surcoût global est de 2,5 millions d'euros depuis le début de la crise. A Reims, il atteint 2,8 millions d'euros, et à Caen jusqu'à 5 millions d'euros.

Pour encourager les établissements, un appel à projets a été lancé par le ministère cet été, récompensant quinze groupements d'universités en leur attribuant entre 1 et 5 millions d'euros et en faisant bénéficier dix-neuf autres d'un fond d'amorçage d'un million d'euros. Les universités non lauréates, elles, ont dû se débrouiller en puisant dans leurs fonds propres.

Quant aux cours à distance, ils exigent un savoir-faire que les enseignants-chercheurs tentent de s'approprier tant bien que mal. « Pour faire quelque chose de propre, qui pédagogiquement ait un sens, il faut scénariser, filmer, monter... C'est aux enseignants de s'y coller car nous n'avons pas les équipes en interne, détaille Yann Bisiou, maître de conférences en droit à l'université Paul-Valéry, à Montpellier.

Le distanciel amplifie un problème qui existe déjà en présentiel, relève Catherine Rideau-Kikuchi : très peu d'étudiants montrent qu'ils ont lu ou compris le cours. « Je sais pertinemment que certains se connectent pour faire acte de présence, en faisant autre chose, coupant certainement le son, témoigne l'enseignante d'histoire. Je n'arrive pas non plus à savoir combien d'entre eux lisent et travaillent effectivement les cours écrits que je leur transmets. C'est vraiment stressant. »

Hors champ et avatars

A l'université Paris-Est-Créteil, Jean-Luc Dubois-Randé note « une grande lassitude des enseignants et des étudiants sur l'hybridation ». S'ajoute la crainte que les cours filmés se retrouvent sur les réseaux sociaux, bafouant la propriété intellectuelle des enseignants. « Nous n'avons pas eu encore le temps de le faire, mais il va falloir encadrer tout cela », promet le président de l'UPEC. A l'heure actuelle, si un cours déposé sur la plate-forme de l'université est piraté, c'est la personne qui le bascule sur YouTube qui bénéficie des droits d'auteur.

A Paris-I Panthéon-Sorbonne, une dizaine d'enseignants (sur 2 500) ont fait savoir à Thomas Clay qu'ils s'opposaient strictement à être filmés pendant leurs cours. « Tout le monde sait que cela fait des années que les étudiants filment des cours », ironise l'administrateur provisoire qui a balisé par des scotchs le champ de la caméra, afin que ceux qui le souhaitent puissent en sortir.

Et si la clé était dans les avatars ? C'est, en tout cas, l'option retenue par l'école de commerce Neoma qui expérimente un campus virtuel. « Il suffit de télécharger l'application et de créer un avatar, qui nous ressemble ou pas, raconte Martin Bellet, étudiant en première année. On peut travailler en petits groupes dans des salles de travail fermées, ou suivre des conférences où l'on s'assoit à une place précise. On peut même monter sur scène et partager son écran pour faire une présentation. » Une troisième voie, entre la vie réelle et l'enseignement à distance.

• « Imaginer une université à distance, c'est renoncer à sa fonction sociale »

Au nom de la commission permanente du Conseil national des universités, sa présidente, Sylvie Bauer, demande à la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans une tribune au « Monde », le retour du présentiel à la rentrée de septembre.

Le Monde, 18 juin 2020

Tribune. Le Conseil national des universités (CNU) qui représente l'ensemble des enseignants-chercheurs, toutes disciplines confondues, demande, fort de sa représentativité, par la voie de sa Commission permanente, la reprise des cours en présentiel dès la rentrée cet automne.

L'université est un lieu d'échange. Un cours est une représentation théâtrale : il ne s'agit aucunement de clamer des vérités académiques et scientifiques, ni de lire sans vie un cours. L'universitaire doit séduire et

intéresser pour transmettre. Son regard doit détecter l'inattention de son auditoire. Nombre d'étudiants ont la croyance qu'il existe un écran invisible entre l'enseignant et eux. N'en faites pas une réalité qui détruira l'université.

L'amphithéâtre est un théâtre. Tout cela n'est pas anecdotique : le collectif est l'essence même de l'université. A son détriment parfois, lorsque l'enseignant ressent cette impression désagréable qu'un mur d'étudiants se dresse devant lui en signe de contestation à une décision ou une position. Avec un plaisir incomparable lorsque la fusion prend : le bruit de l'amphithéâtre est un souffle qui rythme nos enseignements.

Dans l'air du temps

L'université est d'abord un collectif qui s'incarne dans un lieu, physique. L'étudiant y fait ses premiers vrais choix de formation. L'université tisse les liens entre les étudiants d'aujourd'hui, les professionnels et amis de demain. Rien de tout cela ne surgira d'un auditoire « confiné » totalement ou partiellement.

Depuis la mi-mars, l'université française suit le rythme de la crise sanitaire mondiale. L'enseignement est devenu à distance et il convient néanmoins « d'assurer la continuité pédagogique ». Au pays des confinés, dans un univers connecté, l'activité universitaire battait son plein. A l'heure du déconfinement, les universités élaborent leur plan de reprise d'activité et personne ne semble s'émouvoir du fait que ceci indique qu'une certaine activité aurait cessé. Mais de quelle activité s'agit-il ?

« Le distanciel, ce n'est ni le collectif ni l'individuel... C'est la solitude de l'étudiant et de l'enseignant »

Alors que partout l'activité économique et sociale reprend, d'aucuns s'interrogent sur la pertinence d'une reprise des cours universitaires en présentiel à l'automne prochain. De [réunions Zoom](#) en cours par visioconférences, les enseignants-chercheurs ont poursuivi enseignement et recherche avec l'aide efficace des outils numériques de communication. Faut-il en déduire que ces pratiques doivent être généralisées ?

Les « amphis » doivent-ils en être renvoyés à des accessoires désuets appartenant à un siècle antérieur ? A faible taux de carbone et parées des vertus de frugalité économique, les rencontres virtuelles sont dans l'air du temps. Le distanciel, ce n'est ni le collectif ni l'individuel... C'est la solitude de l'étudiant et de l'enseignant.

Lire aussi : [Parcoursup : les universités se préparent à l'arrivée de la « génération Covid » avec inquiétude](#)

Pire, nombre de nos étudiants travaillent dans des conditions difficiles. La vie collective est un moyen de les éloigner quelques heures de réalités financières et sociales parfois désastreuses. Imaginer une université à distance, c'est renoncer à sa fonction sociale. Ça et là, on voit poindre les défaillances de ce trop bel édifice basé sur le tout à distance. Alors que l'on s'émeut de l'accroissement du nombre d'étudiants décrocheurs, que pourra signifier une continuité pédagogique pour des étudiants découvrant l'université ?

Le distanciel doit rester l'exception

Le temps des études supérieures participe à la consolidation du statut de citoyen au sein de nos sociétés complexes. La confrontation d'opinions entre condisciples est souvent la base de l'affirmation des personnalités de ces acteurs de la société de demain. La distanciation physique est devenue, dans les faits et les discours, une distanciation sociale dont on ne peut supporter qu'elle perdure.

« La confrontation d'opinions entre condisciples est souvent la base de l'affirmation des personnalités de ces acteurs de la société de demain »

Si les activités de recherche semblent s'accommoder plus que d'autres de la distanciation physique, elles sont fondées sur le dialogue et la confrontation. La période que nous traversons sera dommageable : mise en sommeil des expériences, annulations de colloques, reports en cascade de congrès internationaux.

L'urgence est à la reprise de ces activités d'échanges scientifiques plutôt qu'au développement viral de controverses stériles sur les réseaux sociaux. Alors que les citoyens attendent de la recherche qu'elle propose des réponses adaptées, en particulier en période de crise, nous savons que la construction de projets de recherche collaboratifs nécessite des rencontres réelles.

Lire aussi : « [Le contact humain manque énormément](#) » : [pour les étudiants, l'inégale expérience des cours à distance](#)

Le dialogue direct est coextensif du développement de l'activité de recherche. Il n'est nullement question de remettre en cause des décisions nécessaires lorsque surgit le danger sanitaire. Mais le distanciel, sous toutes ses formes, doit demeurer l'exception et ne peut l'emporter sur le principe du présentiel sur le seul fondement du risque. Pourquoi le principe de précaution s'appliquerait-il plus ici que dans les commerces et les transports ?

Ainsi, de l'activité de chercheur à celle d'enseignant, de la construction de la connaissance à sa transmission, le travail des enseignants-chercheurs est intrinsèquement lié au dialogue direct. Les

rencontres fortuites, les interpellations inattendues ou impromptues, la dispute parfois, ne sont pas accessoires, elles sont l'essence même de l'activité universitaire.

« Les rencontres fortuites, les interpellations inattendues ou impromptues, la dispute parfois, sont l'essence même de l'activité universitaire »

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous prenons connaissance du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, dite LPPR, qui, au-delà des mesures budgétaires, interroge les fondements de l'université. Ce projet qui suscite d'ores et déjà de vives réactions, rappelle néanmoins opportunément la fonction essentielle de l'université dans le développement et la diffusion de la recherche.

L'activité scientifique est un socle évident de notre métier, indissociable de l'activité de formation, indissociable également de la fonction sociale de l'université, lieu d'échange ouvert, accessible à tous et qui doit le rester.

Pour que vive l'université, nous serons présents, dès septembre, auprès de nos étudiants et avec nos collègues.

● A l'université, la préparation de la rentrée vire au casse-tête

Avec l'incertitude du risque sanitaire, différents scénarios sont à l'étude pour accueillir de nouveau les étudiants en septembre.

Par Camille Stromboni et Soazig Le Nevé

Le Monde, 18 juin 2020

A quoi ressemblera la rentrée dans l'enseignement supérieur ? Y aura-t-il des étudiants dans les amphithéâtres ? Tous les cours seront-ils transformés en enseignement numérique ? Les universités, qui ont le sentiment d'avoir été les grandes oubliées du déconfinement, n'en finissent pas de s'interroger.

« La possibilité que les choses reprennent normalement en septembre est présentée par le gouvernement comme le scénario le moins probable, dénonce d'emblée Camille Peugny, professeur de sociologie à l'université de Versailles-Saint-Quentin. Il y a un sentiment d'incompréhension, comme si nous étions punis. »

Lire aussi : [Universités : la loi de programmation pluriannuelle de la recherche de nouveau contestée](#)

Dans les rangs universitaires, la même crainte s'exprime de plus en plus fortement, à mesure que l'été approche : celle d'une rentrée profondément « dégradée » en perspective. C'est maintenant que se prépare l'accueil des futurs étudiants, mais le flou demeure autour du fonctionnement hybride – mêlant enseignement à distance et « présentiel » – sur lequel le ministère de l'enseignement supérieur appelle les établissements à travailler. De son expérience de l'enseignement à distance lors des derniers mois de confinement, l'enseignant Camille Peugny garde l'impression d'avoir « déversé son cours dans un trou noir » : « On ne peut pas transformer un étudiant en un atome qui fait tout depuis chez lui. »

« Traitement de défaveur »

Dans une circulaire publiée jeudi 11 juin, la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal enjoint aux universités de se préparer au scénario le plus prudent. « Si l'épidémie pourrait être sous contrôle et s'il convient collectivement de l'espérer, il est cependant possible que des mesures sanitaires [doivent] encore être observées », écrit-elle dans un courrier, avant de lister les recommandations qui en découlent pour organiser la rentrée prochaine. Parmi elles : le maintien de cette fameuse « distanciation physique » qui consiste à respecter un mètre entre chaque personne « dans tous les contextes et tous les espaces », les locaux d'enseignement mais aussi l'entrée et les abords de l'établissement, la circulation, les sanitaires... Les espaces physiques d'apprentissage devront aussi être aménagés de manière à écarter les tables d'au moins un mètre. Le port du masque est prévu « systématiquement par tous dès lors que les règles de distanciation physique ne peuvent pas être garanties ».

Mais dans les établissements, ce message de grande prudence passe mal. « Nous n'arrivons pas à comprendre le traitement de défaveur qui nous est réservé, s'indigne Julien Boudon, doyen de la faculté de droit de Reims (Marne). Partout la vie reprend, mais cela ne serait pas possible dans les universités ? » L'annonce par Emmanuel Macron d'une réouverture des écoles et des collèges le 22 juin, qui suppose un allègement conséquent du protocole sanitaire, est venue renforcer l'incompréhension des universitaires.

Lire aussi : [Ecoles : il n'y aura plus de règles de distanciation physique à la maternelle à compter du 22 juin](#)

Depuis le début du mois, la communication de la ministre de l'enseignement supérieur a déjà subi quelques soubresauts. Mardi 2 juin, Frédérique Vidal a créé la surprise en évoquant, dans un communiqué, une reprise des cours « de manière régulière au sein des campus à la rentrée », avant de faire machine arrière dès le

lendemain, en insistant sur la nécessité de prévoir la rentrée « dans le respect des consignes sanitaires actuelles ».

Université numérique fantasmée

Lorsqu'il s'agit de mettre en musique la distanciation sociale, des scénarios extrêmes se dessinent dans les universités, habituées à accueillir des centaines d'étudiants en amphithéâtres. « Si l'on reste sur des règles sanitaires strictes, en fonction de l'importance du patrimoine de chaque université, 20 % à 25 % des cours seront en présentiel et 75 % à 80 % à distance », estime Denis Varaschin, président de l'université Savoie-Mont-Blanc à Chambéry, à la tête de l'Alliance des universités de recherche et de formation (Auref). Plusieurs formations devraient dès lors s'orienter vers des cours magistraux totalement à distance, accompagnés de travaux dirigés – ces enseignements en plus petits groupes – en rotation, les étudiants ne venant qu'une semaine sur deux.

Lire aussi la tribune : [« Imaginer une université à distance, c'est renoncer à sa fonction sociale »](#)

« Chaque université travaille sur plusieurs scénarios, selon les locaux, les enseignants, les disciplines », confirme Gilles Roussel, à la tête de la Conférence des présidents d'université (CPU), tout en espérant que « le pire scénario » n'advienne pas.

Pour le syndicat des personnels de l'enseignement supérieur Snesup-FSU, il n'est pas question de « répondre aux injonctions à généraliser les enseignements à distance ». Chez les doyens de droit aussi, on hausse le ton : « Il est inconcevable de basculer dans une université numérique fantasmée par certains depuis des années, qui trouvent dans la crise du Covid-19 le moyen commode de réaliser une chimère. »

Crainte d'un décrochage massif

Dans de nombreuses universités, on garde l'espoir d'accueillir le maximum d'étudiants en « présentiel ». « Le "distanciel" ne peut venir qu'en complément du face-à-face, estime Rachid El Guerjouma, président de l'université du Mans. Ce n'est pas une solution pédagogique qui peut devenir la norme, elle est très peu adaptée aux jeunes en licence, à plus forte raison pour ceux qui vont arriver à l'université pour la première fois cette année. » Ces jeunes bacheliers, qui vont débiter leurs études après six mois éloignés de l'enceinte scolaire, constituent « une priorité », dit le responsable, alors que la crainte d'un « décrochage massif » s'exprime largement.

« Le "distanciel" ne peut venir qu'en complément du face-à-face », estime Rachid El Guerjouma, président de l'université du Mans

« Nous avons défini des "cours présentiels protégés", en particulier les travaux pratiques, dont nous garantissons la réalisation sur place, quelles que soient les conditions sanitaires », assure Pierre Denise, président de l'université de Caen, qui préfère « préparer une rentrée totalement en présentiel, en même temps qu'un plan de continuité des activités pédagogiques pour réagir rapidement en cas de dégradation sanitaire ».

A Rouen, son homologue Joël Alexandre compte rendre le port du masque obligatoire afin, espère-t-il, de pouvoir déroger aux contraintes de la distanciation sociale. « Il n'y a que dans les amphithéâtres que les étudiants occuperont un siège sur deux, faute de ventilation naturelle », précise le responsable.

Financement sur appel à projets

Dans certains établissements, on envisage aussi de repousser la rentrée à la fin du mois de septembre, avec l'espoir de règles sanitaires plus clémentes. A Rennes-II, grande fac de sciences humaines bretonne, la rentrée sera ainsi décalée de deux semaines, « afin de réussir à mettre en place des activités pédagogiques adaptées au contexte ». A Reims, elle pourrait intervenir le 28 septembre afin d'avoir le temps de se préparer, en cas de deuxième vague, pour adapter les locaux et former les enseignants aux outils numériques. Difficile de se mettre en ordre de marche alors que les enseignants-chercheurs, éreintés pour beaucoup par des mois d'enseignement à distance instaurés dans l'urgence du confinement, sont encore occupés à boucler les partiels à distance de leurs étudiants.

Lire aussi [A l'université, le casse-tête des examens en ligne](#)

Dans [une tribune acide publiée le 4 juin](#), 29 présidents d'université ont alerté sur la nécessité de « moyens financiers indispensables pour assurer cette rentrée dans des conditions acceptables ». Une rentrée « hybride » risque d'avoir un coût élevé : entre les locations de salles pour permettre des dédoublements, les captations vidéo des cours et les refontes des enseignements, l'organisation des examens à distance, l'équipement informatique pour les étudiants, les licences d'utilisation des logiciels... sans compter les modules de remise à niveau pour les néobacheliers et les étudiants qui seraient en difficulté.

« Nous sommes déjà en pénurie d'enseignants-chercheurs et nous attendons encore plus de 20 000 étudiants supplémentaires à la rentrée 2020, souligne Franck Loureiro, du SGEN-CFDT. Il faudra du tutorat, de

l'accompagnement individualisé, surtout en première année, sinon on court à la catastrophe, le coût social de l'échec est bien plus élevé que cet investissement nécessaire. »

Jusqu'ici, le gouvernement a annoncé le lancement d'un appel à projets sur l'« hybridation des formations », auquel peuvent candidater les établissements, pour des enveloppes allant de 1 à 5 millions d'euros. « Mais cet appel à projets n'est pas un outil pertinent », tacle Joël Alexandre, président de l'université de Rouen. « Pour répondre à l'urgence, il faudra d'autres modes de financement adressés à tous les établissements », défend Guillaume Gellé, de la CPU. Présenté le 10 juin en conseil des ministres, le troisième projet de loi de finance rectificative pour 2020 ne prévoit pas d'aide supplémentaire d'urgence pour organiser la rentrée dans les universités.

• Isolement, précarité, perte de repères : comment le confinement a fait basculer psychologiquement certains étudiants

De jeunes adultes ont été particulièrement fragilisés par la disparition de leur vie d'avant. Les professionnels redoutent une vague de maladies psychiatriques.

Par Léa Iribarnegaray

Le Monde, 26 mai 2020

Pour Edmond, 27 ans, le confinement a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». « Sans préavis, on m'a coupé de tous mes liens sociaux. On m'a plongé dans un isolement physique mais aussi émotionnel, faisant remonter toutes mes difficultés passées », raconte cet étudiant gabonais en master d'économie à l'université de Bordeaux. « Abandonné » très tôt par ses parents à Libreville (Gabon), puis par son meilleur ami, décédé en 2013, il a vécu l'annonce du gouvernement comme un « nouvel abandon ». Du jour au lendemain, il a dû faire une croix sur sa paie de commis dans un restaurant asiatique, et s'en remettre aux banques alimentaires déployées dans sa cité universitaire.

Lire aussi : [Coronavirus : le blues des étudiants africains confinés en France](#)

Attaques de panique, altération du sommeil, ruminations anxieuses, idées noires... Après une dizaine de jours d'enfermement dans sa chambre du Crous de 13 m², Edmond craque et avale un cocktail dangereux de médicaments. « J'étais prêt à dire oui à la mort si elle venait », assume-t-il. Le 30 mars, il est admis dans l'un des services psychiatriques du centre hospitalier Charles-Perrens à Bordeaux, pour entamer ce qu'il nomme aujourd'hui son « retour d'outre-tombe ».

Si la tentative de suicide constitue l'un des pires scénarios, les professionnels de santé mentale font valoir leur inquiétude quant à l'impact du confinement sur le bien-être de milliers d'autres étudiants. Isolement, précarité financière, perte de repères : cumulée à de multiples facteurs d'anxiété et de stress, la crise liée à l'épidémie due au coronavirus a déstabilisé une population déjà psychiquement vulnérable.

Les étudiants davantage touchés

Pendant le confinement, la Nightline – un service nocturne d'écoute géré par des étudiants, pour des étudiants – est arrivée à saturation des demandes de soutien par tchat. « On a retrouvé les thématiques habituelles : exacerbation du sentiment de solitude, angoisse de l'avenir, difficulté à trouver un espace intime rassurant, pensées suicidaires... Mais ces difficultés semblent clairement aggravées par la crise », constate le président de l'association, Florian Tirana.

« La catégorie des 16-29 ans est celle pour qui le score de bien-être a le plus nettement baissé pendant le confinement, avance Nicolas Franck. Leur confiance en eux et leur sentiment d'utilité ont été fragilisés »

Plusieurs enquêtes en cours devraient permettre de mesurer l'ampleur du phénomène et d'anticiper une possible vague de maladies psychiatriques, redoutée par les professionnels. « Il va falloir être très vigilant. Selon nos premiers chiffres, la catégorie des 16-29 ans est celle pour qui le score de bien-être a le plus nettement baissé pendant le confinement, avance Nicolas Franck, professeur de psychiatrie à l'université Lyon-I et chef de pôle au centre hospitalier Le Vinatier, coauteur d'une étude en ligne sur l'impact du confinement sur la santé mentale des Français. Leur confiance en eux et leur sentiment d'utilité ont été fragilisés. »

Plus ancrés dans la durée, les résultats préliminaires de l'enquête « Confins » sont également éloquentes. « Sur la santé psychique, les étudiants ont systématiquement des scores plus inquiétants que les non-étudiants », analyse le médecin neurologue Christophe Tzourio, professeur d'épidémiologie à l'université de Bordeaux. Les premiers chiffres varient souvent du simple au double : 27 % des étudiants se déclarent tristes, déprimés ou désespérés « plus de la moitié du temps voire tous les jours », contre 16 % chez les non-

étudiants ; 40 % se sentent fatigués ou sans énergie, contre 21 % chez les non-étudiants ; 30 % se voient comme des « perdants », contre 15 % chez les non-étudiants ; 27 % se déclarent « en permanence inquiets, de façon excessive », contre 16 % pour les non-étudiants...

« Une année universitaire hors-norme »

Reste à comprendre pourquoi les étudiants présentent une plus grande fragilité que le reste de la population. « *Il faut commencer par mettre en perspective cette année universitaire hors-norme. Les grèves de l'hiver avaient déjà perturbé le premier semestre et miné certains jeunes, qui sont finalement très peu allés en cours, rappelle Christophe Ferveur, psychologue de la Fondation santé des étudiants de France et président du Réseau de soins psychiatriques et psychologiques pour les étudiants (Resppet). Mis bout à bout, les différents éléments de la chaîne peuvent faire entrer le jeune adulte dans une clinique du découragement, du laisser-tomber, voire du désespoir.* »

« Pour certains, c'est un coup d'arrêt à un processus d'autonomisation », alerte Claude Vedeilhie

Puisque les trois quarts des premiers épisodes de troubles psychiatriques surgissent avant 24 ans, la période étudiante représente l'âge de tous les dangers, dans un contexte si particulier. « *Le confinement aura une fonction traumatique pour l'ensemble de la population, et d'autant plus pour des jeunes encore en construction, alerte Claude Vedeilhie, psychiatre au bureau d'aide psychologique universitaire de Rennes et président de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa) Bretagne. Pour certains, c'est un coup d'arrêt à un processus d'autonomisation.* »

Lire aussi : [La santé mentale des jeunes se dégrade en Europe](#)

Pour Tatiana, étudiante de 22 ans, on peut même parler d'un coup de massue. « *Pendant le discours du président, le 16 mars, j'entendais les gens partir à toute vitesse de ma résidence. Ils dévalaient les escaliers, se remémore-t-elle. Mes parents m'ont appelée : ma demi-sœur allait venir me chercher. J'ai eu une heure pour tout préparer, je ne pouvais pas m'arrêter de pleurer. Pleurer pour mes examens, pour mes amis. Pleurer de dépendre encore une fois de ma mère et de son compagnon : il y a toujours eu des tensions, et le seul souvenir de la maison me faisait peur.* » Le choc émotionnel est tel que la jeune femme développe, quelques jours après, un douloureux zona sur l'épaule droite. « *Ça faisait trois ans qu'on travaillait sur un projet : notre licence. Il a fallu mettre de côté tous nos sacrifices et tenter de réussir à distance. C'était horriblement stressant et frustrant.* »

Un « effet de régression »

Si l'isolement reste un facteur aggravant, le retour à la vie de famille a pu réveiller des blessures cachées et réactualiser certains conflits. « *Le propre de cette période étudiante, c'est de s'éloigner de sa famille pour construire sa vie. Pour une partie des patients, il a été très difficile de revivre l'emprise parentale dont ils essayaient de se départir* », note Claude Vedeilhie, qui a par ailleurs remarqué une augmentation des comportements addictifs. Pour beaucoup de jeunes – en formation à la fois psychique et universitaire –, il y a eu un « effet de régression », selon les termes de Christophe Ferveur : « *On leur a coupé les ailes en plein envol.* »

De retour dans sa famille, Memet a d'ailleurs craint « *de ne pas pouvoir faire face* ». Entré cette année en master à Sciences Po Paris après une licence à l'université de Nanterre, ce garçon de 23 ans a ce qu'il appelle lui-même « *le syndrome de l'imposteur* ». « *Malgré la bienveillance de l'administration, je me suis toujours senti étranger à cette institution. En même temps, j'ai toujours vu l'école comme un lieu d'épanouissement et là, on me l'a enlevé, dit-il. Le décalage entre le 27, rue Saint-Guillaume et la banlieue de mes parents, dans l'Essonne, a été très dur à gérer.* » D'origine kurde, ses parents ont fui la Turquie. En raison d'un contexte familial parfois éprouvant, il est contraint de retourner dans ses 20 m² parisiens : « *Je suis parti quelques jours en serrant les dents pour terminer un exposé sur la dette publique... J'ai eu très peur de craquer, de tout arrêter. Je sais aujourd'hui que ça va laisser des traces.* »

Happés par leurs cours, révisions et autres petits boulots, certains étudiants ont tendance à enfouir leurs émotions dans une forme d'hyperactivité. « *C'est un suivi très particulier, admet la psychiatre Marion Lenoir-Roy, qui donne des consultations à l'espace santé étudiants de l'université de Bordeaux. Ces jeunes n'ont jamais le temps d'aller mal. Le confinement a pu être un déclencheur de troubles anxieux pour ceux qui transportaient déjà de grosses valises.* »

« Un retard potentiel de l'accès aux soins »

Plus que jamais, psychiatres et psychologues ont dû assurer la continuité des soins tout en répondant à de nouvelles demandes. Téléconsultations, porte-à-porte dans les résidences Crous, ateliers via Skype de méditation, sophrologie ou rigologie (une sorte de yoga par le rire) : « *Il a fallu faire preuve d'inventivité !* »,

admet Christian Régnier, directeur du service universitaire de médecine préventive de Sorbonne-Université, qui compte 75 000 étudiants.

En temps normal, seul un quart des jeunes présentant les signes d'un épisode dépressif déclarent avoir consulté un professionnel de santé mentale dans l'année. « *Une douleur morale n'est peut-être pas la même douleur qu'une rage de dents, mais plus on décale la prise en charge, plus on prend le risque que cela s'aggrave*, martèle le psychologue Yannick Morvan, membre de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE). *Avec la crise sanitaire, on est face à une nouvelle inquiétude quant à un retard potentiel de l'accès aux soins et de ses conséquences éventuelles.* »

Raison de plus pour prendre les devants en termes de prévention et pour tenter de dédramatiser le recours à un professionnel. Très souvent, il y a déni, rejet, voire stigmatisation de l'entourage. « *Ceux qui osent demander de l'aide forment la partie émergée de l'iceberg* », souligne l'épidémiologiste Christophe Tzourio. « *C'est le moment de prendre soin de soi et de développer des compétences en termes de bonne santé mentale. C'est un réflexe à prendre, pour que le mal-être ne s'enkyste pas* », suggère Fanny Sauvade, psychologue et codirectrice de l'association Apsytude.

« On dit aux jeunes que le monde va s'effondrer mais aussi que c'est à eux de bâtir le monde d'après ! Le climat actuel est très anxiogène pour cette génération », déplore Christophe Ferveur

Mais le déconfinement ne désigne pas non plus le bout du tunnel. Au contraire. La crise sanitaire renforce l'incertitude et l'inquiétude quant à l'avenir. A quoi bon ce diplôme ? A quoi bon ce futur travail ? Les contrecoups seront durables. « *On dit aux jeunes que le monde va s'effondrer mais aussi que c'est à eux de bâtir le monde d'après ! Le climat actuel est très anxiogène pour cette génération*, déplore Christophe Ferveur. *Quand les cours et examens à distance s'arrêteront, il ne faudra surtout pas lâcher les étudiants. Comme la lumière des étoiles, l'étendue des dommages nous arrivera avec un temps de retard.* » Après la continuité pédagogique du printemps, il s'agira, cet été, d'assurer une continuité psychologique.

● « **Derrière la fracture numérique pour les étudiants, ce n'est rien d'autre que la ségrégation sociale** »

A la tête de Sorbonne Université, Jean Chambaz plaide pour un retour des jeunes à l'université en septembre.

Propos recueillis par Camille Stromboni

Le Monde, 18 mai 2020

Pour le président de Sorbonne Université, mastodonte parisien de 55 000 étudiants en lettres, médecine, sciences et ingénierie, qui travaille au développement d'un enseignement « hybride » – entre cours en présentiel et cours à distance –, « *tout ne peut se faire à distance* ».

Comment envisagez-vous la rentrée en septembre, avec de nouveaux étudiants qui auront fini leur année de lycée le 16 mars et des règles sanitaires strictes ?

Le retour de ces jeunes à une vie sociale et collective me paraît indispensable le plus rapidement possible. Dans le respect des conditions sanitaires, bien sûr, notre priorité sera de les accueillir pour leur remettre le pied à l'étrier correctement. On ne peut se passer d'un vrai « contact » avec eux à la rentrée, tout ne peut pas se faire « à distance ».

Il nous faudra les former aux pratiques universitaires et aux outils, puis les accompagner avec des modules de tutorat et de remédiation. Derrière ce qu'on appelle pudiquement la fracture numérique pour les étudiants, ce n'est rien d'autre que la ségrégation sociale que l'on voit à l'œuvre.

Nous ne pouvons pas y remédier pleinement, mais il faut à tout prix l'atténuer, pour donner des chances réelles aux jeunes de milieux modestes de réussir leurs études. Ainsi, pour ceux qui en auront besoin, sur critères sociaux, nous allons mettre en place un *welcome pack* [pack de bienvenue], avec les équipements nécessaires pour travailler correctement à distance.

Lire aussi : [Parcoursup : les universités se préparent à l'arrivée de la « génération Covid » avec inquiétude](#)

Etes-vous prêt à déployer un enseignement à distance plus généralisé, notamment pour les cours magistraux, comme le prévoit le gouvernement ?

Nous y travaillons. Mais il ne s'agit pas juste de remplacer le cours en amphithéâtre par des cours enregistrés et retransmis en ligne. C'est un enseignement « hybride » que nous construisons, ce qui nécessite du temps et une réflexion pédagogique. Cela suppose un mix entre le « distanciel » et le « présentiel ».

L'essentiel, aujourd'hui, c'est de réussir à mobiliser nos équipes, qui sont déjà éprouvées par ces semaines de confinement, avec un basculement du jour au lendemain dans un enseignement totalement à distance. L'enjeu est de transformer l'expérience accumulée en une démarche organisée et construite. Nous ne partons pas de rien, et nous revoyons nos lignes budgétaires pour renforcer les moyens des studios de fabrication et pour recruter davantage d'ingénieurs pédagogiques.

Il y a aussi une question d'infrastructure numérique nationale. Si nous sommes aujourd'hui sur Zoom [application de visioconférence] ou d'autres outils dont la France n'a pas la maîtrise, c'est parce qu'au bout de trois jours de confinement Renater, le réseau national public et sécurisé, a fait pschitt.

Quel enseignement tirez-vous de cette crise inédite ?

C'est avant tout la démonstration de l'efficacité incroyable du service public. A l'hôpital, bien sûr, mais aussi à l'université, qui ne s'est jamais arrêtée. Le fait d'être un opérateur public nous a permis de jouer notre rôle. On voit à quel point cela est précieux en entendant nos collègues britanniques qui demandent une aide de l'Etat de plusieurs milliards d'euros, sous peine de ne pouvoir rouvrir leurs portes.

[Lire aussi : Il faut investir « dans l'enseignement supérieur et la recherche pour proposer des solutions scientifiques face à la crise sanitaire, sociale et écologique »](#)

Plutôt que de parler du monde d'après, qui ne sera pas différent du monde d'avant, il faut parler de solutions nouvelles. Il ne faudra pas oublier l'importance de ce modèle social. Ce ne sont pas les solutions néolibérales du monde d'hier qui nous ont permis de sortir de la crise, mais ce sont plutôt elles qui nous ont menés dans le mur. De même, ce ne sont pas les seuls « premiers de cordée », mais l'ensemble des acteurs, à tous les niveaux, qui ont permis de faire tourner la machine.

Pour l'enseignement comme pour la recherche, une recapitalisation du secteur est indispensable. La crise devrait nous permettre de laisser derrière nous la vision « darwinienne » et l'approche « inégalitaire » prônés par certains. La future loi de programmation pluriannuelle de la recherche ne pourra pas être la même.

● « Le contact humain manque énormément » : pour les étudiants, l'inégale expérience des cours à distance

Le basculement des cours en ligne a mieux marché dans certaines formations que dans d'autres, tandis que le confinement a exacerbé les inégalités entre les jeunes.

Par Alice Raybaud

Le Monde, 12 mai 2020

Dès les premiers jours de confinement, Julia, étudiante en master « arts et culture visuelle » à l'université Paris Diderot, a compris que la « continuité pédagogique » ne serait pas évidente. « Rien n'est structuré dans mon master, avec une variabilité d'un professeur à l'autre, entre silence radio et demandes de gigantesques dossiers à rendre à la dernière minute », raconte la jeune femme de 21 ans.

Confinée dans sa cité universitaire, Julia bûche tant bien que mal son mémoire, sans avoir accès à toute la bibliographie nécessaire. « J'attends toujours de savoir si les délais de rendus sont maintenus, glisse-t-elle. Mes deux UFR [unités de formation et de recherche] ont des positions contradictoires. Un vrai flou artistique. »

Pour Léa, 21 ans, une organisation s'est au contraire rapidement mise en place dans son master « immunologie et inflammation », à l'université de Strasbourg. « Au départ, ça a été assez compliqué parce que les profs apprenaient à prendre en main l'informatique pour réaliser leurs cours en vidéos, se souvient-elle. Mais, aujourd'hui, tout va bien. Nos professeurs sont disponibles, même tard le soir, et essayent de tenir compte des difficultés de chacun. Une forte solidarité s'est créée entre élèves. »

Cours en ligne disparates

Perdus ou bien encadrés, tous les étudiants n'ont pas été logés à la même enseigne face à cette expérience inédite de huit semaines de cours à distance, alors que l'année universitaire s'achève pour de nombreuses formations. Dès l'annonce de la fermeture des universités et grandes écoles, effective au 16 mars, il a fallu, pour les équipes pédagogiques, se mettre de manière précipitée à l'enseignement en ligne, avec plus ou moins de succès.

« On a senti un mouvement de panique sur les campus, se remémore Céline Piqué, vice-présidente de l'université Rennes 2. Les enseignants se sont vus obligés de transformer leurs cours du jour au lendemain, et de prendre en main des outils numériques qui, s'ils existaient déjà, n'étaient pas encore utilisés par beaucoup d'entre eux. »

Les maîtrises individuelles et collectives de ces outils par les équipes pédagogiques ont rendu l'enseignement disparate. Alors que l'ordonnance du 27 mars déléguait à chaque établissement les modalités des cours à distance, étudiants et enseignants ont jonglé entre diverses plates-formes, mais aussi entre de multiples modalités selon les matières : cours en visioconférence, sur les horaires initiaux ou non, dossiers à éplucher ou absence de consignes... Jusqu'à parfois ne plus savoir où donner de la tête.

Lire aussi : [Le spectre du décrochage pèse sur les étudiants en licence](#)

Une « vaste cacophonie », qui démontre que, « contrairement à ce qui avait été annoncé par le ministère, nous n'étions pas prêts », estime Anne Roger, cosecrétaire générale du Snesup-FSU, qui dénonce également « l'utilisation massive d'outils numériques privés, comme Zoom, où les données ne sont pas protégées, faute d'outils publics fonctionnels ».

Du côté de la Conférence des présidents d'université (CPU), Guillaume Gellé, chargé de la commission formation, convient que « la mise en place initiale a été inégale d'une formation à l'autre. Mais le challenge a été vite relevé grâce à la mobilisation des équipes, permettant à une véritable continuité pédagogique d'avoir lieu », assure-t-il. Un sentiment loin d'être partagé par tous les étudiants, comme Stella, en deuxième année de psychologie à Paris-Diderot : « Notre promotion est livrée à elle-même depuis des semaines, déplore-t-elle. Les cours en ligne sont inexistantes, les modalités d'examens sont floues... On nous a juste donné une bibliographie, mais par quoi commencer ? Je suis tellement stressée, j'ai des plaques d'eczéma qui ont surgi. »

Dans les grandes écoles, qui font de la maîtrise du numérique une stratégie de communication, la mise en place n'a pas non plus été aisée. « La plupart des écoles avaient des outils à disposition, utilisés par des enseignants pionniers, mais il a fallu accompagner massivement les professeurs qui s'étaient montrés jusque-là plus réfractaires », explique Amandine Duffoux, en charge de la stratégie numérique à la Conférence des grandes écoles (CGE). A Sciences Po Rennes, par exemple, la période a été difficile pour Manon, étudiante en deuxième année : « Avec l'hétérogénéité des formats dans chaque matière, il est compliqué de garder un suivi régulier. Le retard s'accumule facilement, et je me suis rapidement sentie débordée. »

Zones blanches

C'est d'autant plus vrai que tous les cadres d'études ne sont pas propices à l'enseignement à distance. « Certaines exigences et cultures disciplinaires se marient mal avec le distanciel, par exemple concernant le cours magistral, roi dans certaines matières et difficilement remplaçable, rappelle Guillaume Gellé. Le niveau a aussi un impact évident : la continuité pédagogique ne sera pas la même pour des licences aux grandes cohortes que pour des masters avec de petites classes. On ne pouvait pas maîtriser, dans des délais aussi réduits, des cours en ligne performants pour de gros flux d'étudiants. »

La plupart des travaux pratiques ne sont pas non plus transposables en ligne, comme c'est le cas dans de nombreux DUT. « Tous nos modules expérimentiels ont dû être annulés, comme le théâtre ou les simulations d'animation, pointe Christophe Dansac, chef du département Carrières sociales à l'IUT de Figeac (Lot). Pour les cours transposés en ligne, nos étudiants ont dû travailler dans une autonomie qu'ils avaient jusque-là peu expérimentée, eux qui ont choisi l'IUT pour son encadrement pédagogique soutenu. Certains étaient perdus, et cela a été renforcé pour une partie d'entre eux, qui se trouvent dans des zones rurales avec une très faible connexion. »

Problème de Wi-Fi, manque de matériel, logement exigu... Le confinement est en effet venu renforcer les inégalités de conditions d'études des jeunes, habituellement partiellement gommées par l'accès à un lieu d'enseignement commun. « Certains de nos étudiants nous ont remonté de grandes difficultés, vis-à-vis de l'accès aux outils, ou encore en raison d'un job étudiant qui continuait à l'extérieur, a observé Céline Piqué dans son université de Rennes 2. Entre les cours démultipliés, des horaires rallongés à l'hôpital ou dans des grandes surfaces, du monde à la maison... Ils exprimaient un stress et un épuisement inquiétants. »

Lire aussi : [« Les prochaines semaines risquent d'être très compliquées » : confinés et sans job, la vie sur le fil des étudiants précaires](#)

La vice-présidente estime qu'entre 10% et 20 % des jeunes se trouvent dans une situation préoccupante, avec un cumul de difficultés et donc un fort risque de décrochage. Dans [un sondage réalisé par l'université](#), plus de la moitié des participants déclarent avoir des problèmes pour suivre les cours (scolaires pour un tiers d'entre eux, puis psychologiques, pratiques et financiers). La CGE, elle, évalue à environ 10 % les étudiants en « souffrance numérique » dans les grandes écoles. De nombreux établissements se sont alors mobilisés pour fournir du matériel et acheter des forfaits à leurs étudiants les plus démunis. Mais, avec la distance, tous n'ont pas pu être identifiés ou joints, concèdent nos interlocuteurs.

Léa, étudiante en deuxième année de master Métiers de l'enseignement à Strasbourg, possède bien son propre ordinateur. Mais dans le petit appartement familial, elle doit souvent le partager avec sa mère ou sa

sœur. « J'essaie de bosser sur mon téléphone, mais ce n'est pas évident de taper sur un si petit écran, raconte la jeune femme de 26 ans, très inquiète devant l'inconnu du déroulement de ses futurs concours. Sans espace à moi, c'est dur. Je suis constamment distraite, d'autant que je dois aussi aider ma mère, qui est aveugle, lorsqu'elle a besoin de moi. »

Sous pression

« Beaucoup d'étudiants se confondent en excuses pour n'avoir pas pu rendre un devoir : l'une, à cause de ses permanences à l'hôpital, un autre, en raison d'une maladie..., raconte Pauline Franchini, attachée temporaire d'enseignement et de recherche (Ater) en littérature comparée à Dijon, qui tente de les rassurer. C'est un décalage frappant : ils semblent plus sous pression par leurs études que par la crise qui frappe dehors. »

Plusieurs enseignants ont alors fait le choix de ne pas ajouter du stress à une situation de confinement déjà anxiogène, quitte à lâcher sur le programme. Comme Eric Berr, maître de conférences en économie à l'université de Bordeaux, qui a renoncé aux cours vidéo : « J'ai tout de même constaté qu'il était essentiel de garder le lien, à travers un travail plus détendu et sans contrainte de notes : des vidéos à regarder, des revues de presse à réaliser, dont on discute lors d'une réunion virtuelle. »

Lire aussi : [« Avec la fac à distance, je n'ai jamais passé autant de temps devant mes cours »](#)

Dans certains établissements, des consignes ont aussi été données pour éviter de submerger les étudiants. « Au début, il y a eu la tentation pour les enseignants de vouloir transposer à distance ce qu'ils faisaient en présentiel : nous les avons alertés sur les difficultés que cela faisait peser sur les étudiants », explique Céline Piqué.

D'autant qu'être dans de bonnes conditions matérielles et scolaires ne suffit pas toujours à rendre les études confinées évidentes. « Même chez des étudiants armés et autonomes, comme ceux de grandes écoles qui sont sélectionnés et bien insérés dans leur discipline, on a constaté un certain désarroi », observe Jérôme Deauvieu, directeur du département de sciences sociales à l'École normale supérieure et membre du Snesup-FSU.

Si Léa, en master à l'Essec business school, sent qu'elle « travaille beaucoup moins bien », c'est moins à cause de l'organisation des cours, qu'elle trouve très bien, ou de son environnement « très calme », qu'en raison du fait d'être toute la journée devant son écran : « Le contact humain manque énormément : même si le professeur et chaque élève allument leur caméra pendant le cours, j'ai toujours la sensation d'être face à une machine, et puis on n'ose pas lever la main aussi régulièrement quand on a une question. Finalement, on est très seuls. »

« C'est un métier en soi »

Professeure de droit à l'Essec, Viviane de Beaufort l'a constaté et en a alerté sa direction : « Nombre d'enseignants ont senti un découragement des étudiants à l'annonce de la fermeture jusqu'à l'été, avec parfois des difficultés psychologiques, pointe-t-elle. Il faut alléger leur charge de travail, pouvoir identifier ceux qui sont en rupture, mais aussi savoir redonner du sens à nos enseignements. »

Une gageure pour certains, qui saluent les « innovations » et « habitudes » pédagogiques prises pendant ce confinement, une impossibilité pour d'autres. « En réalité, on nous a demandé d'improviser, dénonce Claire Pignol, maîtresse de conférences en économie à Paris-I. Enseigner à distance, c'est un métier en soi, et cela ne peut pas convenir à tous les élèves. Toute une partie du travail de l'enseignant consiste à fabriquer de l'attention, et cela se joue dans l'interaction. »

Anne Roger met en garde : « Ce que nous ont montré ces dernières semaines, c'est surtout l'importance de la présence physique du professeur, qui permet de faire passer des informations, de saisir quand un étudiant décroche : le tout-numérique n'est pas possible, et rien ne remplacera le présentiel. » Le remplacer non, mais « apporter un complément dans certains cas, grâce aux outils développés, peut être bénéfique », prêche de son côté Guillaume Gellé, pour qui il faudra dresser un bilan de la période. Sa fin n'est pas encore actée : les établissements se préparent déjà à l'éventualité d'un retour des cours à distance en septembre.

Réalisation

Ce dossier de presse à l'appui du débat « Les métiers de l'histoire de l'art face au confinement » a été compilé par Isabelle Chave, avec la collaboration de Judith Kagan, d'Olivier Bonfait et des membres du débat.